



Assemblée générale

Distr. générale
7 novembre 2003
Français
Original: anglais

Cinquante-huitième session

Point 120 de l'ordre du jour

Budget-programme de l'exercice biennal 2002-2003

Second rapport sur l'exécution du budget-programme de l'exercice biennal 2002-2003

Rapport du Secrétaire général*

Résumé

On trouvera dans le présent rapport une estimation du montant définitif que devraient atteindre les dépenses de l'exercice biennal 2002-2003, compte tenu de l'écart entre les taux d'inflation, les taux de change et les ajustements au coût de la vie effectifs et les hypothèses qui avaient été retenues dans le premier rapport sur l'exécution du budget-programme (A/57/616), que l'Assemblée générale a examiné à sa cinquante-septième session et sur la base duquel elle a révisé le montant des crédits ouverts et des recettes prévues pour l'exercice.

Pour les chapitres des dépenses, le montant définitif des crédits nécessaires est estimé à 2 953 900 000 dollars, soit une augmentation de 62,8 millions par rapport aux crédits révisés. Pour les chapitres des recettes, le montant estimatif révisé s'élève à 427,6 millions de dollars, soit une augmentation de 13,2 millions.

* Le présent rapport, qui est soumis à la date prévue, tient compte des données les plus récentes.



I. Introduction

1. Le second rapport sur l'exécution du budget-programme de l'exercice biennal 2002-2003 a pour objet de présenter une estimation du montant définitif que devraient atteindre les dépenses et les recettes de l'exercice biennal. Les chiffres présentés ont été calculés en fonction des dépenses effectivement engagées au cours des 20 premiers mois de l'exercice, des dépenses prévues pour les quatre derniers mois et de l'écart entre les taux d'inflation, les taux de change et les ajustements au coût de la vie effectifs et les hypothèses qui avaient été retenues dans le premier rapport (A/57/616), que l'Assemblée générale a examiné à sa cinquante-septième session et sur la base duquel elle a révisé le montant des crédits ouverts et des recettes prévues pour l'exercice. Les estimations figurant dans le présent rapport traduisent une augmentation nette de 49,6 millions de dollars des besoins de financement par rapport aux crédits et aux prévisions de recettes révisés que l'Assemblée générale a approuvés dans ses résolutions 57/293 A à C du 20 décembre 2002 et 57/311 du 18 juin 2003, comme indiqué dans le tableau 1.

Tableau 1

Dépenses et recettes effectives de l'exercice biennal 2002-2003

(En millions de dollars des États-Unis)

	<i>Crédits révisés</i>	<i>Chiffres du présent rapport</i>	<i>Augmentation/ (diminution)</i>	<i>Pourcentage</i>
Dépenses	2 891,1	2 953,9	62,8	2,2
Recettes	414,4	427,6	13,2	3,2
Montant net	2 476,7	2 526,3	49,6	2,0

2. Le montant net des crédits additionnels nécessaires, qui s'élève à 49,6 millions de dollars, se décompose comme suit :

Tableau 2

Crédits additionnels nécessaires

(En millions de dollars des États-Unis (chiffres arrondis))

1. Augmentations	
Fluctuations monétaires	59,1
Inflation	7,7
Dépenses engagées conformément aux dispositions de la résolution 56/256 du 24 décembre 2001, relative aux dépenses imprévues et extraordinaires, et pour fournir des services de conférence et un appui au Comité contre le terrorisme	19,7
Total	86,5

2. Diminutions	
Ajustement du coût des postes et d'autres objets de dépenses, sur la base de l'estimation à ce stade des dépenses effectives	(23,7)
Augmentation des recettes	(13,2)
Total	(36,9)
Augmentation nette	49,6

3. Les états dont la liste figure ci-après apportent des éléments d'information complémentaires quant aux facteurs tels que les fluctuations monétaires et l'évolution du coût de la vie, qui ont conduit à réévaluer le montant des ressources nécessaires et à réviser les hypothèses budgétaires :

- État 1. Récapitulatif des prévisions de dépenses, par chapitre budgétaire et par facteur de variation
- État 2. Récapitulatif des prévisions de dépenses, par objet de dépense et par facteur de variation
- État 3. Récapitulatif des prévisions de dépenses chapitre par chapitre, par objet de dépense et par facteur de variation
- État 4. Taux de change par rapport au dollar des États-Unis et taux d'inflation, par lieu d'affectation
- État 5. Taux de change opérationnels de l'ONU par rapport au dollar des États-Unis pour 2003
- État 6. Coefficients d'ajustement applicables aux administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur en 2003
- État 7. Évolution des traitements des agents des services généraux en monnaie locale
- État 8. Taux moyen de vacance de postes, par chapitre budgétaire

4. Des éléments d'information complémentaires relatifs au renforcement de la sûreté et de la sécurité des locaux de l'Organisation et à l'Administration postale de l'Organisation des Nations Unies seront communiqués dans des additifs au présent document.

II. Chapitres des dépenses

5. Le tableau 3 présente la synthèse des modifications apportées aux estimations figurant dans les chapitres des dépenses.

Tableau 3
Tableau récapitulatif des modifications apportées aux chapitres des dépenses
 (En millions de dollars des États-Unis)

<i>Crédits révisés 2002-2003</i>	<i>Taux de change</i>	<i>Inflation</i>	<i>Dépenses imprévues et extraordinaires et décisions des organes directeurs</i>	<i>Autres modifications</i>	<i>Prévisions de dépenses révisées</i>
2 891,1	59,1	7,7	19,7	(23,7)	2 953,9

A. Taux de change et inflation

(Augmentation : 66,8 millions de dollars)

6. L'augmentation des crédits nécessaires du fait de ces facteurs se chiffre à 66,8 millions de dollars, dont 59,1 millions sont imputables à la dépréciation du dollar des États-Unis par rapport à plusieurs monnaies et 7,7 millions à la poussée de l'inflation. Les fluctuations monétaires ont eu pour effet de majorer les dépenses dans l'ensemble des lieux d'affectation, à l'exception d'Addis-Abeba, de Mexico et de Port of Spain, où les taux de change ont évolué favorablement, ce qui a compensé en partie les dépassement enregistrés ailleurs. Le tableau 4 indique de quelle manière l'augmentation de 66,8 millions de dollars due à l'évolution des taux de change et de l'inflation se répartit par lieu d'affectation.

Tableau 4
**Augmentation ou diminution des dépenses prévues due à l'évolution
 des taux de change et de l'inflation, par lieu d'affectation**
 (En millions de dollars des États-Unis)

<i>Lieu d'affectation</i>	<i>Taux de change</i>	<i>Inflation</i>	<i>Total</i>
New York	–	9,0	9,0
Genève	44,5	(6,6)	37,9
Vienne	8,6	–	8,6
La Haye	1,7	0,3	2,0
Bangkok	1,1	1,5	2,6
Santiago	1,3	(0,7)	0,6
Addis-Abeba	(0,1)	3,0	2,9
Nairobi	0,6	0,8	1,4
Autres lieux d'affectation	1,4	0,4	1,8
Total^a	59,1	7,7	66,8

^a Montant arrondi.

7. Pour estimer les effets des fluctuations monétaires observées en 2003, on a retenu dans le présent rapport les taux effectivement constatés de janvier à octobre 2003, les taux d'octobre étant appliqués à novembre et à décembre. On trouvera

dans les états 4 et 5, pour tous les lieux d'affectation, des prévisions sur les taux de change prévus au budget et les taux effectifs.

8. L'augmentation nette de 59,1 millions de dollars résultant des fluctuations des taux de change représente la différence entre la hausse de 59,6 millions de dollars due à leur évolution dans plusieurs lieux d'affectation et la réduction totale de 500 000 dollars enregistrée à Addis-Abeba, Mexico et Port of Spain. On se souviendra que, dans le premier rapport sur l'exécution du budget-programme de l'exercice biennal 2002-2003 (A/57/616), il était indiqué que le dollar des États-Unis s'était considérablement déprécié par rapport à d'autres monnaies de premier plan au cours de 2002. Pour calculer le montant des crédits révisés pour 2003, on a appliqué, conformément à la méthode approuvée, les taux de change moyens du franc suisse et de l'euro par rapport au dollar enregistrés en 2002, plutôt que les taux en vigueur au moment du calcul, ce qui a conduit à retenir les estimations les plus basses. Cependant, le dollar a poursuivi sa baisse en 2003. Alors que les crédits révisés ont été calculés sur la base de 1,575 franc suisse pour 1 dollar, le taux moyen pour 2003, estimé sur la base des cours enregistrés de janvier à octobre, ce dernier étant appliqué à novembre et à décembre, s'établit à 1,359 franc suisse pour 1 dollar, soit un écart de 13,7 %. Pour ce qui est de l'euro, le cours moyen ainsi calculé pour 2003 est de 0,901 euro pour 1 dollar, alors que les crédits révisés reposaient sur l'hypothèse d'un taux de 1,073 euro pour 1 dollar, soit un écart de 16 %. Les dépassements qui en résultent par rapport aux crédits révisés s'élèvent respectivement à 44,5 millions et 10,3 millions de dollars. La dépréciation du dollar par rapport au peso chilien et au baht thaïlandais a encore alourdi les dépenses, de 1,3 million et 1,1 million de dollars respectivement.

9. Les figures 1 et 2 illustrent l'évolution du franc suisse et de l'euro par rapport au dollar des États-Unis en 2003, sur la base des taux mensuels effectifs de janvier à octobre et des taux prévus pour novembre et décembre.

Figure 1
Évolution du franc suisse par rapport au dollar des États-Unis

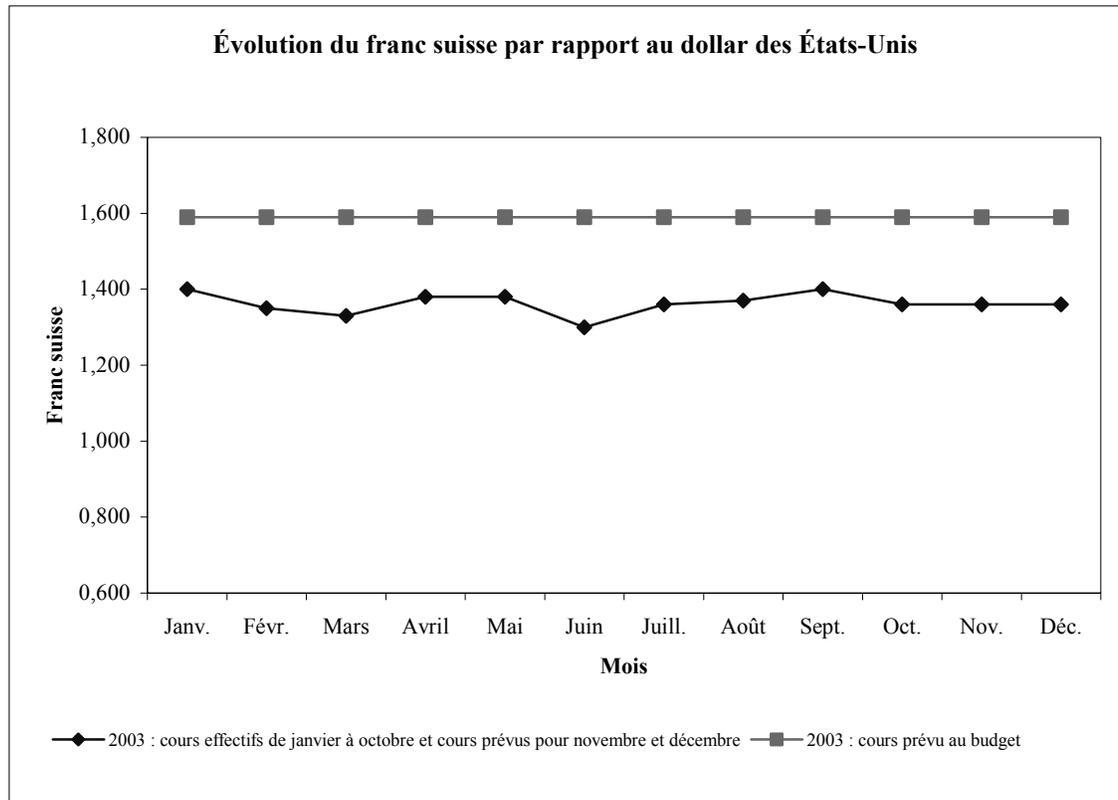
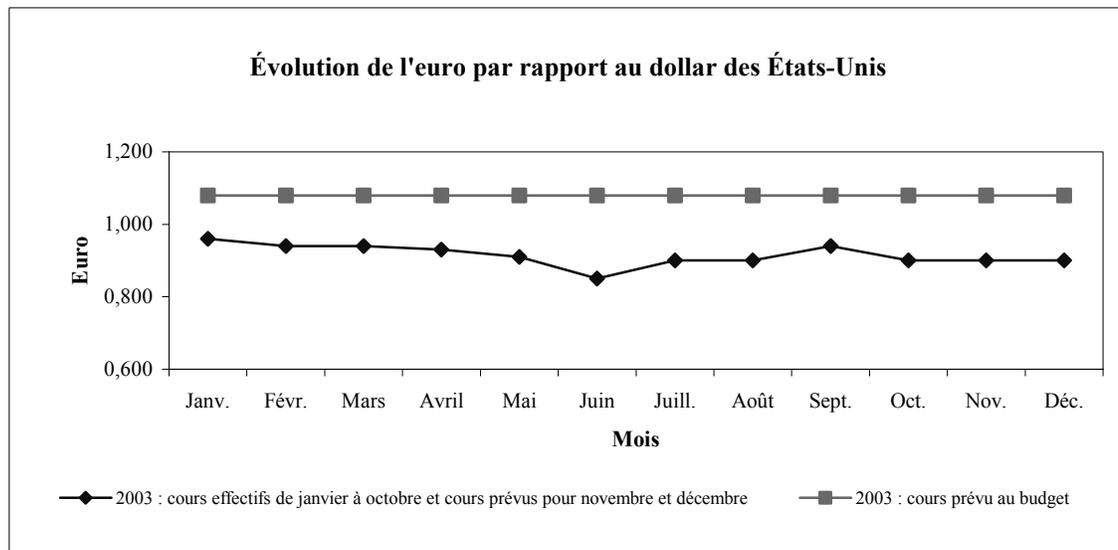


Figure 2
Évolution de l'euro par rapport au dollar des États-Unis



10. Pour ce qui est de l'inflation, les ajustements reposent sur les données les plus récentes concernant les indices des prix à la consommation ou sur l'écart entre, d'une part, les indices pris comme hypothèses pour calculer le montant des crédits révisés et, d'autre part, les indices d'ajustement effectivement appliqués aux administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur et les ajustements au coût de la vie apportés au barème des traitements des agents de la catégorie des services généraux et des catégories apparentées.

11. L'augmentation des dépenses due à l'inflation, dont le montant est estimé à 7,7 millions de dollars, tient à la hausse des traitements des administrateurs (400 000 dollars), des traitements des agents des services généraux (2,3 millions de dollars) et des objets de dépense autres que les postes (5,6 millions de dollars), qui est en partie contrebalancée par une diminution des contributions du personnel (600 000 dollars). Les dépenses afférentes aux administrateurs ont évolué en fonction des coefficients d'ajustement promulgués par la Commission de la fonction publique internationale en 2003. Ceux promulgués pour Addis-Abeba et New York sont entrés en vigueur respectivement en mai et en septembre 2003. Dans le cas des dépenses de personnel correspondant à la catégorie des services généraux, les ajustements au coût de la vie appliqués en 2003 ont été plus élevés que prévu dans plusieurs lieux d'affectation et certains sont entrés en vigueur avec effet rétroactif en 2002. Les augmentations et diminutions des dépenses relatives aux postes, y compris les contributions du personnel, dues à l'inflation sont récapitulées par lieu d'affectation dans le tableau 5. On trouvera plus de détails dans l'état 6, qui présente l'évolution des indices d'ajustement par lieu d'affectation et une comparaison entre les indices pris comme hypothèses et les indices effectifs, ainsi que dans l'état 7, qui indique, également par lieu d'affectation, les ajustements au coût de la vie dont ont bénéficié les agents de la catégorie des services généraux et des catégories apparentées.

Tableau 5
Dépenses relatives aux postes : augmentation ou diminution due à l'inflation, par lieu d'affectation

(En millions de dollars des États-Unis)

<i>Lieu d'affectation</i>	<i>Augmentation/ (diminution)</i>
New York	4,7
Genève	(6,2)
Bangkok	1,5
Santiago	(0,8)
Mexico	0,4
Addis-Abeba	1,6
Nairobi	0,6
Beyrouth	0,3
Autres lieux d'affectation	—
Total	2,1

12. En ce qui concerne les objets de dépense autres que les postes, les taux d'inflation effectifs pour 2003 ne diffèrent que très peu des taux révisés dans la plupart des lieux d'affectation. La poussée inflationniste observée à Addis-Abeba et à New York nécessite toutefois qu'il soit procédé à des ajustements (1,4 million et 4,3 millions de dollars respectivement). Dans le cas de New York, elle tient essentiellement à la situation du marché des assurances, qui entraîne une augmentation non seulement des primes d'assurance maladie après la cessation du service (700 000 dollars) et de l'assurance dommages (2,8 millions de dollars), mais aussi de la part de l'Organisation dans la prime d'assurance contre les actes de malveillance (200 000 dollars) souscrite dans le cadre du programme de sécurité interorganisations. Toujours en ce qui concerne les objets de dépense autres que les postes, les ajustements dus à l'inflation prennent en compte l'augmentation du coût des services assurés par les professeurs de langues au Bureau de la gestion des ressources humaines. L'effet net de l'inflation sur les objets de dépense autres que les postes est une augmentation de 5,6 millions de dollars pour l'ensemble des lieux d'affectation. L'état 4 donne aussi, par lieu d'affectation, le détail des taux d'inflation révisés pour les objets de dépense autres que les postes.

B. Dépenses imprévues et extraordinaires et décisions des organes directeurs

(Augmentation : 19,7 millions de dollars)

13. L'augmentation des besoins imputable aux dépenses imprévues et extraordinaires et aux décisions des organes directeurs est expliquée ci-après. En ce qui concerne les résolutions et les décisions adoptées par le Conseil économique et social à ses sessions de fond de 2003, le recours au personnel existant et des transferts de ressources permettront de faire face aux besoins qui en découlent au titre de 2003.

1. Dépenses imprévues et extraordinaires

14. En vertu de la résolution 56/256 de l'Assemblée générale, en date du 24 décembre 2001, le Secrétaire général est autorisé, avec l'assentiment préalable du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, à contracter des engagements au titre des dépenses imprévues et extraordinaires, étant entendu que l'assentiment du Comité consultatif ne sera pas nécessaire pour les engagements, à concurrence de 8 millions de dollars pour une année donnée, dont le Secrétaire général aura attesté qu'ils ont trait au maintien de la paix et de la sécurité, pour les engagements dont le Président de la Cour internationale de Justice aura attesté qu'ils ont trait aux dépenses visées à l'alinéa b) du paragraphe 1 de la résolution, ni pour les engagements, à concurrence de 500 000 dollars, dont le Secrétaire général aura attesté qu'ils sont nécessaires aux fins de certaines mesures de sécurité interorganisations.

15. Des dépenses d'un montant de 14 559 300 dollars ont été engagées en vertu de ces dispositions, comme suit :

a) Engagements dont le Secrétaire général atteste qu'ils ont trait au maintien de la paix et de la sécurité (3 335 200 dollars);

b) Engagements contractés avec l'assentiment du Comité consultatif au titre de décisions du Conseil de sécurité (10 300 800 dollars);

c) Engagements dont le Président de la Cour internationale de Justice atteste qu'ils ont trait à des dépenses imprévues de la Cour (923 300 dollars).

16. Ces engagements concernent les chapitres 1, 3, 7 et 32 du budget-programme et se répartissent comme suit :

a) Engagements dont le Secrétaire général atteste qu'ils ont trait au maintien de la paix et de la sécurité :

(En dollars des États-Unis)

Chapitre 1. Politique, direction et coordination d'ensemble	216 500
Groupe spécial de programmation pour l'Iraq	216 500
Chapitre 3. Affaires politiques	3 118 700
Activités liées au dialogue intercongolais (S/PRST/2002/27)	230 500
Mission d'évaluation technique en Côte d'Ivoire	302 400
Représentant spécial du Secrétaire général pour la Côte d'Ivoire (résolution 1464 (2003) du Conseil de sécurité)	1 691 900
Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Iraq et Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (résolution 1483 (2003) du Conseil de sécurité)	600 000
Mission du Conseil de sécurité en Afghanistan (S/2003/930)	293 900
Total	3 335 200

b) Engagements contractés avec l'assentiment du Comité consultatif au titre de décisions du Conseil de sécurité :

(En dollars des États-Unis)

Chapitre 3. Affaires politiques	9 393 000
Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (résolution 1471 (2003) du Conseil de sécurité)	7 977 300
Mission des Nations Unies en Angola	(7 977 300)
Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Iraq et Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (résolution 1483 (2003) du Conseil de sécurité)	9 033 000
Frais de voyage des membres du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 751 (1992) concernant la Somalie, conformément à la résolution 1474 (2003) du Conseil	360 000
Chapitre 32. Contributions du personnel	907 800
Contributions du personnel du Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Iraq et de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq, contrebalancées par l'inscription d'un montant identique au chapitre premier des recettes (Recettes provenant des contributions du personnel)	907 800
Total	10 300 800

c) Engagements dont le Président de la Cour internationale de Justice atteste qu'ils ont trait à des dépenses imprévues de la Cour :

(En dollars des États-Unis)

Chapitre 7. Cour internationale de Justice	923 300
En application des dispositions des sous-alinéas i), ii), iv) et v) de l'alinéa b) du paragraphe 1 de la résolution 56/256 de l'Assemblée générale relative aux dépenses imprévues et extraordinaires de l'exercice biennal 2002-2003 et conformément au Statut de la Cour internationale de Justice, des dépenses additionnelles seront encourues en 2003 pour le paiement des pensions de retraite, des honoraires et des frais de voyage de juges ad hoc, ainsi que pour les frais de déménagement et d'installation des membres de la Cour, comme suit :	
<i>Désignation de juges ad hoc</i>	
Application de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (<i>Bosnie-Herzégovine c. Yougoslavie</i>)	81 900
Frontière terrestre et maritime [<i>Cameroun c. Nigéria</i> ; Guinée équatoriale (intervenant)]	18 700
Souveraineté sur Pulau Ligitan et Pulau Sipadan (Indonésie/Malaisie)	56 000
Procédures pénales engagées en France (<i>République du Congo c. France</i>)	15 300
Plates-formes pétrolières (<i>République islamique d'Iran c. États-Unis</i>)	23 000
Différend frontalier terrestre, insulaire et maritime (<i>El Salvador c. Honduras</i>)	55 000
Juges ad hoc (Congo, Ouganda, Mexique, États-Unis d'Amérique)	66 000
<i>Pensions de retraite, frais de voyage et de déménagement et indemnités d'installation de membres de la Cour</i>	
Les dépenses indiquées à ce titre dans le présent rapport comprennent, outre les 410 000 dollars représentant le plafond des engagements que le Président de la Cour internationale de Justice est autorisé à contracter en vertu du sous-alinéa iv) de l'alinéa b) du paragraphe 1 de la résolution 56/256, un montant additionnel de 197 400 dollars que l'Assemblée générale est invitée à approuver	607 400

2. Décisions des organes directeurs

17. Par sa résolution 57/292 du 20 décembre 2002, l'Assemblée générale a décidé d'ouvrir un crédit d'un montant de 6 896 100 dollars afin de financer les réunions du Comité contre le terrorisme pour la période du 1er janvier 2002 au 31 mars 2003, 6 531 900 dollars étant inscrits au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et services de conférence) et 364 200 dollars au chapitre 27D (Bureau des services centraux d'appui) du budget-programme de l'exercice biennal 2002-2003. Elle a également pris note du caractère toujours imprévisible des services à fournir au Comité et des possibilités en ce qui concerne le financement de tout ou partie desdits services.

18. À sa 4734e séance, le 4 avril 2003, le Conseil de sécurité a invité le Comité contre le terrorisme à poursuivre les travaux exposés dans son programme de travail pour le septième trimestre (avril à juin 2003) (S/2003/387, annexe), et à continuer de lui rendre compte de ses activités à intervalles réguliers, et exprimé son intention de revoir la structure et les activités du Comité au plus tard le 4 octobre 2003 (S/PRST/2003/3). Le Comité a soumis son programme de travail pour le huitième trimestre (juillet à septembre 2003) le 15 juillet 2003 (S/2003/710, annexe) et son programme de travail pour le neuvième trimestre (octobre à décembre 2003) le

14 octobre 2003 (S/2003/995, annexe). À sa 4845e séance, le 16 octobre 2003, le Conseil de sécurité a confirmé la prorogation des dispositions en vigueur applicables au Bureau du Comité pour une nouvelle période de six mois se terminant fin mars 2004 et invité le Comité à poursuivre les travaux exposés dans son programme de travail pour le neuvième trimestre (S/PRST/2003/17).

19. Le volume de travail effectif représenté par le service des réunions du Comité contre le terrorisme en 2002 et au cours des neuf premiers mois de 2003, ainsi que le volume projeté pour les trois derniers mois de 2003, sont indiqués en détail dans le tableau ci-dessous :

<i>Période</i>	<i>Nombre de réunions tenues</i>	<i>Nombre de rapports et autres documents du Comité traduits</i>	<i>Nombre de pages traduites</i>	<i>Nombre de séances ayant fait l'objet d'un compte rendu analytique</i>
Janvier-décembre 2002	100	496	5 006	47
Janvier 2003	7	44	102	3
Février 2003	13	57	204	4
Mars 2003	10	52	333	4
Avril 2003	8	101	185	3
Mai 2003	10	55	305	5
Juin 2003	6	43	203	3
Juillet 2003	12	53	201	5
Août 2003	1	21	185	0
Septembre 2003	5	36	195	2
Total, volume effectif	172	958	6 919	76
Volume projeté entre octobre et décembre 2003	24	156	636	10
Total, volume projeté	196	1 114	7 555	86

20. En se fondant sur le volume de travail effectif correspondant aux services de conférence assurés pendant les 21 premiers mois de l'exercice biennal 2002-2003 et le volume prévu pour les trois derniers mois, calculé sur la base du volume mensuel moyen observé au cours des neuf premiers mois de 2003, on estime que le montant total des ressources nécessaires en 2002-2003 pour les services de conférence nécessaires au Comité s'élèverait à 12 425 900 dollars. Le montant concernant les services d'appui connexes s'élèverait à 587 700 dollars.

21. Les ressources actuellement mises à la disposition du Département des affaires de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences peuvent permettre de couvrir un montant d'environ 1,1 million de dollars sur le montant total susmentionné des ressources nécessaires aux services de conférence. Toutefois, les crédits dont dispose le Bureau des services centraux d'appui ne suffiront pas à couvrir les dépenses d'appui connexes.

22. Les montants alloués pour l'exercice en cours ne permettant pas d'absorber tous les coûts, et compte tenu des crédits que l'Assemblée générale a déjà ouverts

par sa résolution 57/292 (soit 6 531 900 dollars pour les services de conférence et 364 200 dollars pour les services d'appui) pour financer les réunions du Comité, des crédits additionnels d'un montant de 5 094 100 dollars devraient être ouverts afin de couvrir le solde des ressources nécessaires pour 2002-2003, comme il est indiqué ci-dessous :

Chapitre 2. Affaires de l'Assemblée générale et services de conférence	4 794,000
Chapitre 27D. Bureau des services centraux d'appui	223,600
Chapitre 32. Contributions du personnel	76 500
Total	5 094 100

C. Taux d'occupation des postes et autres facteurs

(Diminution : 23,7 millions de dollars)

23. L'état 2 donne des précisions sur les écarts se rapportant aux taux d'occupation des postes et à d'autres facteurs, par objet de dépense. Sont regroupés sous cette rubrique : a) les écarts entre les taux d'occupation des postes et les hypothèses ayant servi aux prévisions révisées; b) les écarts entre, d'une part, le montant effectif moyen des coûts salariaux et des dépenses communes de personnel et, de l'autre, les coûts standard utilisés pour les prévisions révisées; et c) les ajustements apportés aux objets de dépense autres que le coût des postes pour tenir compte des besoins effectifs ou de ceux qui sont maintenant prévus d'ici à la fin de l'exercice biennal.

24. Au total, les changements concernant cette rubrique se traduisent par une diminution nette de 23,7 millions de dollars, dont 26,1 millions de dollars de dépenses de personnel et 12 millions de dollars de dépenses hors personnel, qui est en partie annulée par des dépenses supplémentaires d'un montant de 14,4 millions au titre des contributions du personnel.

25. Il ressort de l'état 8 que le taux moyen de vacance de postes pour la catégorie des administrateurs s'est réduit en 2003 par rapport au taux moyen effectif observé en 2002, en étant ramené de 7,4 % à 6,2 %. À l'inverse, le taux de vacance moyen des postes d'agent des services généraux a augmenté, passant de 2,8 % (taux moyen observé en 2002) à 3,4 %.

26. La comparaison des taux de vacance prévus dans le budget et des taux constatés en 2003 donne des résultats tout aussi mitigés. Le taux constaté (6,2 %) pour la catégorie des administrateurs est inférieur à celui approuvé dans le budget (6,5 %), tandis que celui constaté pour les postes d'agent des services généraux (3,4 %) est supérieur au taux approuvé (3,1 %). Par ailleurs, à un certain nombre de chapitres, des nouveaux postes ont été approuvés en 2002-2003 avec, respectivement, des taux prévus de vacance de 50 % et de 30 % pour les postes d'administrateur et les postes d'agent des services généraux, ce qui a eu un impact important sur les taux moyens prévus pour ces chapitres.

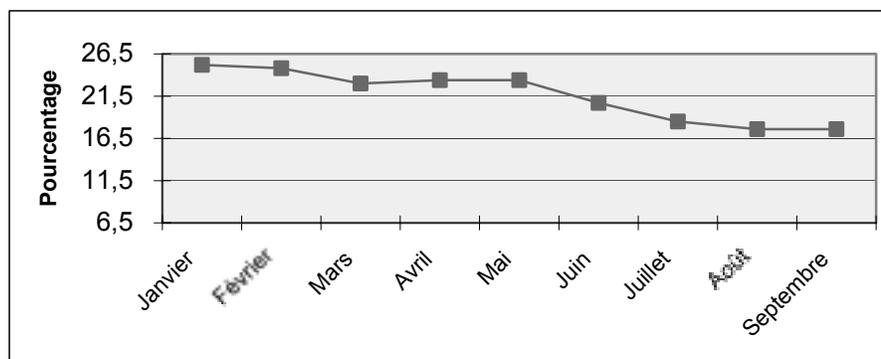
27. Dans un nombre restreint de programmes, les taux de vacance sont exceptionnellement élevés; il s'agit pour la plupart de programmes modestes ayant chacun un nombre peu important de postes autorisés et pour lesquels un petit nombre de postes vacants produit un taux de vacance supérieur au taux autorisé. Par

exemple, quatre postes d'administrateur vacants sur les 15 prévus au chapitre 6 (Utilisations pacifiques de l'espace) suffiraient à porter le taux de vacance à 26,7 %. De la même façon, au chapitre 9A (Bureau du Haut Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement), deux postes d'administrateur vacants sur les neuf prévus se traduiraient par un taux de vacance de 22,2 %. Il en est de même pour le chapitre 10 (Afrique : Nouvel Ordre du jour pour le développement), où deux postes d'administrateur vacants sur un effectif autorisé de 14 porteraient ce taux à 14,3 %.

28. Dans les quelques grands programmes ayant des taux de vacance plus élevés que prévu, des dispositions sont prises pour régler ce problème. Ces programmes relèvent notamment des chapitres 5 (Opérations de maintien de la paix), 16 (Développement économique et social de l'Afrique), 19 (Développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes) et 22 (Droits de l'homme), pour lesquels les taux de vacance moyens des postes d'administrateur entre le 1er janvier et le 30 septembre 2003 atteignaient respectivement 9,8 %, 21,6 %, 8,5 % et 10,4 %. L'écart entre les taux prévus et les taux effectifs s'explique pour ces chapitres par un certain nombre de facteurs, y compris mais non exclusivement les retards de recrutement, de nomination et/ou de promotion, les départs à la retraite et les affectations temporaires de fonctionnaires à des postes plus élevés. Les efforts se poursuivent partout dans l'Organisation pour régler l'ensemble du problème dans le cadre de la réforme de la gestion des ressources humaines. S'agissant du chapitre 16, où l'on observe la situation la plus critique en matière de vacance de poste, l'impact des efforts entrepris pendant la période du 1er janvier au 30 septembre 2003 en ce qui concerne les postes d'administrateur est décrit à la figure 3 ci-dessous.

Figure 3

**Taux de vacance des postes d'administrateur au chapitre 16
(Développement économique et social de l'Afrique),
pour la période du 1er janvier au 30 septembre 2003**



29. Les économies réalisées à la rubrique Postes, ailleurs que dans les chapitres où les taux effectifs de vacance sont supérieurs aux taux prévus, s'expliquent par les écarts entre, d'une part, le montant effectif moyen des coûts salariaux et des dépenses communes de personnel et, d'autre part, les coûts standard utilisés pour les prévisions révisées, ainsi que par la pratique qui consiste à confier un poste vacant à

un fonctionnaire d'un grade moins élevé que ne le prévoyait le budget en attendant le recrutement d'un titulaire, ou à remplacer temporairement le personnel en mission par des fonctionnaires d'un rang souvent moins élevé que celui qui correspondrait au poste.

30. En ce qui concerne les ajustements portant sur des objets de dépense autres que les postes, et ainsi que l'indique l'état 2, une augmentation nette de 2,4 millions de dollars est attendue par suite de la baisse des autres dépenses de personnel des émoluments des non-fonctionnaires et des frais relatifs aux consultants et experts, aux voyages, aux services contractuels, aux dépenses de représentation, aux fournitures et accessoires, à l'amélioration des locaux et aux subventions et contributions, soit une diminution de 18 millions de dollars annulée par les 20,4 millions de dollars de crédits supplémentaires nécessaires pour les frais généraux de fonctionnement, le mobilier et le matériel, et diverses autres rubriques.

31. La diminution nette des dépenses autres que le coût des postes (4,2 millions) concerne principalement le chapitre 3 (Affaires politiques) et s'explique par les mesures prises à la suite de l'attentat perpétré à Bagdad le 19 août 2003 contre le quartier général de la Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq, par la fermeture de la Mission des Nations Unies en Angola à la fin du premier semestre de 2003, et par les retards et difficultés ayant émaillé le processus de sélection et de recrutement d'agents qualifiés pour la Mission des Nations Unies au Burundi et le Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général en Afrique de l'Ouest. Des économies ont également été réalisées au titre de cet objet de dépense au chapitre 30 (Dépenses spéciales) par suite des modifications apportées aux conditions d'affiliation au régime d'assurance maladie après la cessation de service à Genève et d'une diminution des dépenses à Vienne. Elles sont en partie contrebalancées par des augmentations aux chapitres 5 (Opérations de maintien de la paix), 26 (Information) et 27D (Bureau des services centraux d'appui). S'agissant du chapitre 5, les ressources supplémentaires doivent essentiellement servir à couvrir le coût des indemnités journalières de subsistance (missions), par suite notamment des modifications apportées à la répartition géographique des observateurs militaires au cours de cette période. Pour ce qui est du chapitre 26, les dépenses supplémentaires concernent l'élaboration d'un stage de formation sur les capacités de déploiement rapide nécessaires aux missions sur le terrain destinés aux fonctionnaires de l'information, la couverture médiatique des réunions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, ainsi que le renforcement des capacités linguistiques de la Section du site Web. S'agissant du chapitre 27D, l'augmentation du nombre des heures supplémentaires s'explique par le renforcement des services de sécurité au Siège.

32. La réduction nette de 65 300 dollars concernant les émoluments des non-fonctionnaires résulte d'une diminution des pensions de retraite servies à d'anciens secrétaires-généraux, partiellement annulée par une légère augmentation des rémunérations et prestations servies aux membres de la Cour internationale de Justice. Les dépenses de représentation, en diminution de 100 000 dollars, sont également moins élevées que prévu.

33. La réduction nette des frais de consultants et d'experts (900 000 dollars) résulte des ajustements pratiqués quant au recours aux services d'experts extérieurs dans le cas d'un certain nombre de chapitres. Pour ce qui est du chapitre 3, les crédits ouverts pour les consultants du Comité contre le terrorisme ont été sous-

utilisés parce que les dépenses relatives aux services de consultants et aux émoluments correspondants ont été moins élevées que prévu. Au chapitre 15, les dépenses concernant les experts ad hoc ont diminué du fait que les réunions de groupes d'experts ont été moins nombreuses que prévu et que certains experts ont financé eux-mêmes leur participation. Cette réduction a été en partie annulée par une augmentation des frais afférents à la réalisation d'études et à l'établissement de rapports sur des questions particulières, aux chapitres 9 (Affaires économiques et sociales) et 19 (Développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes), et à l'établissement de monographies de pays, au chapitre 20 (Développement économique et social en Asie occidentale).

34. La réduction nette au titre des voyages (55 800 dollars) est dans une large mesure imputable à l'effet net des économies réalisées au chapitre premier (Politique, direction et coordination d'ensemble) en ce qui concerne un certain nombre d'organes décideurs, qui ont été partiellement annulées par l'augmentation des dépenses afférentes aux déplacements des observateurs militaires de l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve et du Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan au cours de la période.

35. La baisse de 4,9 millions à la rubrique des services contractuels traduit les ajustements opérés dans un certain nombre de chapitres. En ce qui concerne le chapitre 27C (Bureau de la gestion des ressources humaines), cette diminution s'explique par une réduction des frais d'annonce grâce à l'application du système de recrutement Galaxy fonctionnant sur le Web et une diminution des dépenses de formation au cours de la période. Au chapitre 27D (Bureau des services centraux d'appui), elle correspond à une réduction des besoins concernant les logiciels et les systèmes exclusifs, ainsi que les services techniques contractuels par suite du report d'activités occasionné par la réduction des crédits décidée par l'Assemblée générale au paragraphe 70 de sa résolution 56/253 en date du 24 décembre 2001. Ces diminutions sont partiellement annulées par des dépenses supplémentaires concernant les services d'ingénieurs du son et de techniciens télévision nécessaires pour exécuter le programme de réunions approuvé. Au chapitre 27E (Administration, Genève), la diminution des dépenses relatives aux professeurs de langue, aux services d'informatique et aux ingénieurs du son est partiellement annulée par une augmentation des dépenses de formation et de recyclage.

36. Pour ce qui est des fournitures et accessoires, la diminution nette (1,6 million de dollars) résulte en grande partie du contrôle plus strict auquel continuent d'être soumis les achats de fournitures, comme celles qui servent à l'imprimerie et à la photocopie, de papier et de livres, et de la réduction des besoins de fournitures pour l'informatique et de pièces de rechange pour les télécommunications et l'informatique.

37. La diminution nette de 800 000 dollars des crédits nécessaires pour l'amélioration des locaux s'explique pour l'essentiel par le report de plusieurs projets, dont la réduction des surfaces d'amiante, l'entretien de la plomberie et celui des moquettes, tentures et tapisseries d'ameublement à New York. Ces travaux ont dû être différés pour permettre l'exécution du programme révisé de transformation et d'amélioration des locaux, y compris des projets urgents comme la mise en place du système de confinement des visiteurs, la rénovation des extincteurs automatiques et la réfection de la façade est de la Bibliothèque et du toit du bâtiment de

l'Assemblée générale. De même, des économies ont été réalisées à Genève parce que le montant des soumissions des prestataires a été moins élevé que prévu.

38. La réduction nette des ressources nécessaires au titre des subventions et contributions (5,4 millions) résulte des ajustements concernant les services du Centre international de calcul et les contributions à des activités financées conjointement dans un certain nombre de chapitres. Dans le cas des chapitres 11 A (Commerce et développement) et 25 (Aide humanitaire), la diminution s'explique par un recours moins important aux services du Centre à Genève. Les changements concernant le volume et la nature de ces derniers, y compris une réduction des services d'état de paie par suite de la mise en place à Genève du Système intégré de gestion, et les nouveaux progrès réalisés dans l'utilisation des plates-formes technologiques décentralisées ont également permis des économies au titre des chapitres 27E et 27D, respectivement. Les diminutions traduisent aussi une réduction du montant correspondant à la part de l'Organisation dans le financement des activités communes, y compris celles de la Commission de la fonction publique internationale et du Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les questions de sécurité. Elles sont annulées par l'augmentation des ressources nécessaires au chapitre premier pour couvrir la part revenant à l'Organisation dans le financement des services centraux de secrétariat de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies.

39. L'augmentation des frais généraux de fonctionnement (4,1 millions) s'explique en grande partie par une augmentation des ressources nécessaires au chapitre 30, pour couvrir le coût de la nouvelle police d'assurance distincte contre le risque d'actes de terrorisme, ainsi que par l'augmentation des frais bancaires consécutive à l'accroissement du volume des transactions. Les augmentations apparaissant au chapitre 27D représentent les ressources supplémentaires qui serviront à couvrir les frais de location et d'entretien de locaux rendus nécessaires par les travaux de réaménagement des espaces de bureaux, c'est-à-dire principalement les bureaux du Groupe des cartes d'identité ONU, quatre étages du bâtiment FF et d'autres bureaux du Siège. Elles résultent aussi du fait que des ressources insuffisantes avaient été allouées pour l'entretien du matériel de transport. En ce qui concerne le chapitre 26 (Information), les augmentations sont imputables en partie aux frais de location et d'entretien et aux services communs se rapportant aux locaux partagés avec le Programme des Nations Unies pour le développement et aux frais non prévus relatifs à divers services de téléphone au Siège. Ces augmentations sont en partie compensées par une diminution des dépenses touchant un certain nombre de missions politiques spéciales, ainsi qu'à une réduction des ressources nécessaires aux chapitres 11A, 20 et 27F (Administration, Vienne).

40. L'augmentation nette de 2,4 millions de dollars à la rubrique Mobilier et matériel se rapporte notamment à l'achat, au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et services de conférence), du matériel permettant d'assurer le suivi électronique des documents. Dans le cas du chapitre 27C, les augmentations sont rendues nécessaires par le remplacement des ordinateurs et imprimantes vétustes dont la maintenance ne sera plus assurée par la Division de l'informatique. Au chapitre 3 (Affaires politiques), des dépenses supplémentaires ont été engagées pour remplacer le mobilier et le matériel de bureau détruits dans l'attentat du 19 août contre la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq et pour acheter des véhicules blindés et d'autres matériels de sécurité. Ces augmentations sont en partie compensées par des économies réalisées grâce à l'achat de matériel bureautique

dans le cadre de contrats-cadres et au report de l'achat de matériel de transport et de matériel d'information, le Département de l'information s'efforçant de coordonner l'acquisition de ce type de matériel avec l'application du Plan-cadre d'équipement.

41. L'augmentation nette à la rubrique Dépenses diverses (13,9 millions) représente essentiellement les ressources supplémentaires nécessaires au titre des contributions du personnel, dont le montant a été calculé en tenant compte de l'expérience réelle pendant la période.

42. Depuis l'exercice biennal 1998-1999, une présentation uniforme a été adoptée pour les dépenses relatives aux activités qui, n'étant pas entièrement à la charge de l'Organisation, sont partagées entre celle-ci et d'autres entités. En conséquence, les montants nets des ressources nécessaires, c'est-à-dire la part de l'Organisation dans les activités concernées aux chapitres 2, 27F, 29 (Activités administratives financées en commun) et 30, sont pris en compte dans les considérations qui précèdent concernant le montant global définitif du budget-programme de l'exercice 2002-2003 et il en est tenu compte dans les états 1 à 3 aux fins de l'ouverture des crédits.

43. Les montants bruts définitifs recommandés pour les activités budgétisées séparément en chiffres nets seraient les suivants : Corps commun d'inspection, 9 006 700 dollars; Commission de la fonction publique internationale, 10 927 000 dollars; secrétariat du Comité consultatif pour les questions administratives, 3 165 000 dollars; services de conférence, 42 253 300 dollars; et services de sécurité, 12 021 600 dollars, à l'Office des Nations Unies à Vienne; et sécurité interorganisations, 57 623 500 dollars.

D. Engagements non réglés

44. Le montant des engagements non réglés à fin septembre 2003 s'élevait à 99,7 millions de dollars. Entre cette date et la clôture des comptes, ce chiffre changera certainement, c'est pourquoi on ne peut envisager d'établir une comparaison valable avec les engagements non réglés figurant dans les rapports sur l'exécution du budget des opérations de maintien de la paix, ceux-ci étant normalement établis après la clôture de l'exercice financier considéré, date à laquelle le montant effectif des engagements non réglés est connu.

III. Chapitre des recettes

45. La diminution totale enregistrée au titre des chapitres des recettes s'établit à 13,2 millions de dollars; une ventilation par chapitre est présentée au tableau 6 ci-dessous :

Tableau 6
Récapitulation des changements prévus aux chapitres des recettes

(En millions de dollars des États-Unis)

<i>Chapitre des recettes</i>	<i>Prévisions de recettes approuvées</i>	<i>Augmentation/ (diminution)</i>	<i>Prévisions de recettes révisées</i>
1. Recettes provenant des contributions du personnel	373,0	19,6	392,6
2. Recettes générales	42,0	(8,2)	33,8
3. Services destinés au public	(0,6)	1,8	1,2
Total	414,4	13,2	427,6

Chapitre premier des recettes. Recettes provenant des contributions du personnel

46. L'augmentation des recettes provenant des contributions du personnel (19,6 millions de dollars) est le résultat de l'accroissement du montant des décaissements effectués au chapitre correspondant des dépenses, en raison de l'augmentation des dépenses de personnel, et d'une diminution des recettes provenant des contributions du personnel retenues sur les émoluments des fonctionnaires dont la rémunération est imputée sur le produit des activités productrices de recettes au chapitre 3 des recettes.

Chapitre 2 des recettes. Recettes générales

47. L'augmentation nette enregistrée au chapitre 2 des recettes représente l'effet net de plusieurs facteurs. Des augmentations ont été enregistrées en ce qui concerne le remboursement de services fournis à des institutions spécialisées et d'autres organismes, les intérêts bancaires, la vente de matériel usagé, le remboursement de dépenses d'exercices antérieurs, les services de télévision et autres services analogues, ainsi que d'autres recettes diverses, pour un total de 9,7 millions de dollars. Ces augmentations sont compensées par des diminutions concernant les loyers perçus (400 000 dollars), ainsi que les contributions des nouveaux États Membres (1,1 million de dollars), qui sont comptabilisées au chapitre 2 des recettes conformément à la résolution 57/4 B de l'Assemblée générale en date du 20 décembre 2002.

Chapitre 3 des recettes. Services destinés au public

48. L'augmentation de 1,8 million de dollars constatée au chapitre 3 résulte d'une augmentation des recettes brutes (300 000 dollars) et d'une diminution des dépenses correspondantes (1,5 million). L'augmentation des recettes au titre de la vente d'articles philatéliques s'explique par les mesures spéciales prises en 2003. Les recettes provenant des services destinés aux visiteurs, des services de restauration et de garage et d'autres activités commerciales sont également plus importantes que prévu. En ce qui concerne les dépenses, un certain nombre de mesures d'économie ont été appliquées dans les domaines d'activité susvisés, permettant de réduire de 1,5 million le montant initialement prévu.

IV. Indemnités versées en vertu d'arrêts du Tribunal administratif des Nations Unies

49. Conformément à la résolution 52/220 de l'Assemblée générale en date du 22 décembre 1997, les dépenses – d'un montant total de 561 643 dollars – occasionnées par l'indemnisation de fonctionnaires en application d'arrêts du Tribunal administratif des Nations Unies sont incluses dans le montant définitif des dépenses prévues pour l'exercice biennal 2002-2003.

Récapitulatif des prévisions de dépenses, par chapitre budgétaire et par facteur de variation

(En milliers de dollars des États-Unis)

Chapitre des dépenses	Montant révisé des crédits ouverts pour 2002-2003	Modifications prévues				Total	Crédits définitifs pour 2002-2003 (montant proposé)
		Taux de change	Inflation	Dépenses imprévues et extraordinaires et décisions des organes directeurs	Taux d'occupation des postes et autres facteurs		
1. Politique, direction et coordination d'ensemble	50 628,8	431,9	60,4	216,5	498,5	1 207,3	51 836,1
2. Affaires de l'Assemblée générale et services de conférence	470 592,9	14 197,7	(241,0)	4 794,0	(430,0)	18 320,7	488 913,6
3. Affaires politiques	251 550,3	151,5	242,7	12 511,7	(14 296,7)	(1 390,8)	250 159,5
4. Désarmement	15 821,1	193,5	78,6	–	58,7	330,8	16 151,9
5. Opérations de maintien de la paix	78 200,1	814,3	(148,9)	–	(2 333,8)	(1 668,4)	76 531,7
6. Utilisations pacifiques de l'espace	4 315,3	342,4	(11,9)	–	(513,0)	(182,5)	4 132,8
7. Cour internationale de Justice	26 315,9	1 545,5	231,0	923,3	(734,9)	1 964,9	28 280,8
8. Affaires juridiques	35 754,5	299,6	197,3	–	(821,2)	(324,3)	35 430,2
9. Affaires économiques et sociales	123 902,2	–	802,3	–	2 184,9	2 987,2	126 889,4
9A. Pays les moins avancés, pays en développement sans littoral et petits États insulaires en développement	3 099,5	–	18,4	–	(884,3)	(865,9)	2 233,6
10. Afrique : Nouvel Ordre du jour pour le développement	6 052,3	(1,1)	61,2	–	(13,8)	46,3	6 098,6
11A. Commerce et développement	91 295,8	6 741,7	(1 450,6)	–	(3 512,9)	1 778,2	93 074,0
11B. Centre du commerce international CNUCED/OMC	19 373,9	1 643,2	(76,3)	–	(569,0)	997,9	20 371,8
12. Environnement	8 355,1	205,5	78,7	–	216,1	500,3	8 855,4
13. Établissements humains	12 794,2	174,4	182,4	–	491,0	847,8	13 642,0
14. Prévention du crime et justice pénale	6 339,8	543,6	(2,2)	–	533,5	1 074,9	7 414,7
15. Contrôle international des drogues	16 293,7	1 260,8	(32,7)	–	323,7	1 551,8	17 845,5
16. Développement économique et social en Afrique	83 865,9	(104,3)	2 363,3	–	(7 268,2)	(5 009,2)	78 856,7
17. Développement économique et social en Asie et dans le Pacifique	58 821,3	978,9	1 298,3	–	(2 530,3)	(253,1)	58 568,2
18. Développement économique de l'Europe	43 798,8	3 305,0	(797,1)	–	1 043,3	3 551,2	47 350,0

Chapitre des dépenses	Montant révisé des crédits ouverts pour 2002-2003	Modifications prévues				Total	Crédits définitifs pour 2002-2003 (montant proposé)
		Taux de change	Inflation	Dépenses imprévues et extraordinaires et décisions des organes directeurs	Taux d'occupation des postes et autres facteurs		
19. Développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes	73 210,5	826,4	(263,5)	–	(373,6)	189,3	73 399,8
20. Développement économique et social en Asie occidentale	49 842,8	143,1	288,4	–	(899,0)	(467,5)	49 375,3
21. Programme ordinaire de coopération technique	42 871,5	630,9	403,2	–	0,0	1 034,1	43 905,6
22. Droits de l'homme	47 576,3	2 708,9	(584,1)	–	(1 590,3)	534,5	48 110,8
23. Opérations de protection et d'assistance en faveur des réfugiés	45 956,0	3 632,0	(309,8)	–	(6,7)	3 315,5	49 271,5
24. Réfugiés de Palestine	28 278,7	430,5	68,6	–	751,7	1 250,8	29 529,5
25. Aide humanitaire	20 577,4	385,1	(11,5)	–	(205,3)	168,3	20 745,7
26. Information	147 107,6	552,9	447,2	0,0	(721,9)	278,2	147 385,8
27A. Bureau du Secrétaire général adjoint à la gestion	12 343,5	–	81,9	–	480,4	562,3	12 905,8
27B. Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité	23 774,7	–	150,9	–	(205,9)	(55,0)	23 719,7
27C. Bureau de la gestion des ressources humaines	50 509,2	–	450,7	–	(500,5)	(49,8)	50 459,4
27D. Bureau des services centraux d'appui	233 257,0	55,5	438,6	223,6	(830,7)	(113,0)	233 144,0
27E. Administration (Genève)	92 243,1	7 373,6	(220,1)	–	(2 825,8)	4 327,7	96 570,8
27F. Administration (Vienne)	25 998,3	2 299,0	78,2	–	(1 203,7)	1 173,5	27 171,8
27G. Administration (Nairobi)	13 216,3	193,2	249,7	–	459,4	902,3	14 118,6
28. Contrôle interne	20 946,6	178,4	107,3	–	(203,4)	82,3	21 028,9
29. Activités administratives financées en commun	8 759,6	278,5	(40,1)	–	(886,3)	(647,9)	8 111,7
30. Dépenses spéciales	77 085,6	925,9	3 756,0	–	138,9	4 820,8	81 906,4
31. Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien	88 341,1	1 148,5	383,0	–	(1 001,6)	529,9	88 871,0
32. Contributions du personnel	368 936,5	4 662,7	(592,2)	984,3	14 437,2	19 492,0	388 428,5
33. Compte pour le développement	13 065,0	–	–	–	–	–	13 065,0
Total (montant brut)	2 891 068,7	59 149,2	7 736,3	19 653,4	(23 745,5)	62 793,4	2 953 862,1

État 2

Récapitulatif des prévisions de dépenses, par objet de dépense et par facteur de variation

(En milliers de dollars des États-Unis)

Objet de dépense	Montant révisé des crédits ouverts pour 2002-2003	Taux de change	Inflation	Modifications prévues		Total	Crédits définitifs pour 2002-2003 (montant proposé)
				Autorisation d'engagement de dépenses et dépenses imprévues et extraordinaires	Taux d'occupation des postes et autres facteurs		
Postes	1 494 220,2	35 125,7	2 713,7	297,2	(26 117,3)	12 019,3	1 506 239,5
Autres dépenses de personnel	307 001,3	3 474,5	1 149,9	9 807,9	(4 183,9)	10 248,4	317 249,7
Émoluments des non- fonctionnaires	8 896,6	–	36,4	607,4	(65,3)	578,5	9 475,1
Consultants et experts	27 513,3	330,4	144,5	1 312,5	(892,5)	894,9	28 408,2
Voyages	61 563,7	–	24,4	1 384,8	(55,8)	1 353,4	62 917,1
Services contractuels	79 317,1	745,3	390,6	(212,3)	(4 915,6)	(3 992,0)	75 325,1
Frais généraux de fonctionnement	213 023,5	3 061,2	3 210,6	2 691,8	4 070,2	13 033,8	226 057,3
Dépenses de représentation	1 146,7	11,9	2,5	(13,0)	(107,5)	(106,1)	1 040,6
Fournitures et accessoires	29 406,3	555,4	108,8	224,7	(1 563,9)	(675,0)	28 731,3
Mobilier et matériel	41 666,9	491,3	181,7	3 129,9	2 394,3	6 197,2	47 864,1
Amélioration des locaux	92 856,1	1 148,6	384,4	(538,1)	(767,3)	227,6	93 083,7
Subventions et contributions	146 146,6	7 899,0	57,3	(23,7)	(5 409,1)	2 523,5	148 670,1
Dépenses diverses	388 310,4	6 305,9	(668,5)	984,3	13 868,2	20 489,9	408 800,3
Total	2 891 068,7	59 149,2	7 736,3	19 653,4	(23 745,5)	62 793,4	2 953 862,1

État 3

Récapitulatif des prévisions de dépenses chapitre par chapitre, par objet de dépense et par facteur de variation

(En milliers de dollars des États-Unis)

Chapitre et objet de dépense	Montant révisé des crédits ouverts pour 2002-2003	Taux de change	Modifications prévues			Total	Crédits définitifs pour 2002-2003 (montant proposé)
			Inflation	Dépenses imprévues et extraordinaires et décisions des organes directeurs	Taux d'occupation des postes et autres facteurs		
1. Politique, direction et coordination d'ensemble							
Postes	28 669,5	416,6	47,6	–	(246,8)	217,4	28 886,9
Autres dépenses de personnel	1 270,0	5,2	1,0	40,0	(19,1)	27,1	1 297,1
Émoluments des non-fonctionnaires	390,4	–	–	–	3,2	3,2	393,6
Consultants et experts	152,3	–	–	63,8	2,0	65,8	218,1
Voyages	9 009,6	–	4,6	12,4	(456,4)	(439,4)	8 570,2
Services contractuels	3 953,7	–	2,0	10,0	28,0	40,0	3 993,7
Frais généraux de fonctionnement	719,0	1,6	1,5	57,5	2,9	63,5	782,5
Dépenses de représentation	406,4	2,7	0,3	2,0	36,8	41,8	448,2
Fournitures et accessoires	113,0	1,1	–	5,0	(1,8)	4,3	117,3
Mobilier et matériel	305,0	3,6	0,3	25,8	(15,0)	14,7	319,7
Subventions et contributions	5 639,9	1,1	3,1	–	1 164,7	1 168,9	6 808,8
Total partiel	50 628,8	431,9	60,4	216,5	498,5	1 207,3	51 836,1
2. Affaires de l'Assemblée générale et services de conférence							
Postes	363 341,2	9 862,0	(308,6)	–	(1 289,9)	8 263,5	371 604,7
Autres dépenses de personnel	52 826,6	962,9	25,5	4 794,0	(922,6)	4 859,8	57 686,4
Consultants et experts	–	–	–	–	–	–	–
Voyages	613,5	–	0,4	–	170,7	171,1	784,6
Services contractuels	7 263,0	153,5	6,8	–	(118,3)	42,0	7 305,0
Frais généraux de fonctionnement	4 648,2	119,6	9,2	–	240,5	369,3	5 017,5
Dépenses de représentation	6,8	–	–	–	(2,1)	(2,1)	4,7
Fournitures et accessoires	8 706,7	171,7	7,7	–	(492,5)	(313,1)	8 393,6
Mobilier et matériel	3 892,5	126,8	7,9	–	1 687,1	1 821,8	5 714,3
Subventions et contributions	29 294,4	2 801,2	10,1	–	297,1	3 108,4	32 402,8
Total partiel	470 592,9	14 197,7	(241,0)	4 794,0	(430,0)	18 320,7	488 913,6

Chapitre et objet de dépense	Montant révisé des crédits ouverts pour 2002-2003	Taux de change	Modifications prévues			Taux d'occupation des postes et autres facteurs	Total	Crédits définitifs pour 2002-2003 (montant proposé)
			Inflation	Dépenses imprévues et extraordinaires et décisions des organes directeurs				
3. Affaires politiques								
Postes	50 386,8	130,7	266,4	–	(1 939,4)	(1 542,3)	48 844,5	
Autres dépenses de personnel	117 301,9	–	(25,0)	4 973,9	(6 920,3)	(1 971,4)	115 330,5	
Consultants et experts	8 784,2	0,9	1,4	1 230,0	(896,0)	336,3	9 120,5	
Voyages	10 617,6	–	2,0	1 372,4	(880,0)	494,4	11 112,0	
Services contractuels	5 050,6	–	(0,4)	(271,6)	(380,4)	(652,4)	4 398,2	
Frais généraux de fonctionnement	34 740,4	16,2	(3,5)	2 464,3	(3 785,5)	(1 308,5)	33 431,9	
Dépenses de représentation	192,2	0,4	(0,2)	(15,0)	(21,2)	(36,0)	156,2	
Fournitures et accessoires	3 467,9	3,3	(0,7)	215,4	(248,3)	(30,3)	3 437,6	
Mobilier et matériel	15 637,2	–	1,3	3 104,1	502,9	3 608,3	19 245,5	
Amélioration des locaux	4 130,0	–	1,4	(538,1)	335,1	(201,6)	3 928,4	
Subventions et contributions	1 241,5	–	–	(23,7)	(63,6)	(87,3)	1 154,2	
Autres	–	–	–	–	–	–	–	
Total partiel	251 550,3	151,5	242,7	12 511,7	(14 296,7)	(1 390,8)	250 159,5	
4. Désarmement								
Postes	11 251,1	152,8	79,5	–	480,9	713,2	11 964,3	
Autres dépenses de personnel	284,7	1,9	0,3	–	(16,6)	(14,4)	270,3	
Consultants et experts	1 775,9	–	0,8	–	(246,9)	(246,1)	1 529,8	
Voyages	477,4	–	0,2	–	92,8	93,0	570,4	
Services contractuels	10,2	–	–	–	1,6	1,6	11,8	
Frais généraux de fonctionnement	179,5	0,2	0,1	–	(22,5)	(22,2)	157,3	
Dépenses de représentation	13,9	–	–	–	–	–	13,9	
Fournitures et accessoires	21,3	–	–	–	16,0	16,0	37,3	
Mobilier et matériel	112,4	0,8	0,1	–	(9,3)	(8,4)	104,0	
Subventions et contributions	1 694,7	37,8	(2,4)	–	(237,3)	(201,9)	1 492,8	
Total partiel	15 821,1	193,5	78,6	–	58,7	330,8	16 151,9	
5. Opérations de maintien de la paix								
Postes	53 659,7	664,6	(4,8)	–	(4 589,8)	(3 930,0)	49 729,7	

Chapitre et objet de dépense	Montant révisé des crédits ouverts pour 2002-2003	Taux de change	Modifications prévues			Crédits définitifs pour 2002-2003 (montant proposé)	
			Inflation	Dépenses imprévues et extraordinaires et décisions des organes directeurs	Taux d'occupation des postes et autres facteurs		Total
Autres dépenses de personnel	10 957,6	38,5	(92,0)	–	1 474,0	1 420,5	12 378,1
Consultants et experts	–	–	–	–	25,0	25,0	25,0
Voyages	3 585,7	–	1,6	–	401,7	403,3	3 989,0
Services contractuels	16,5	–	–	–	(12,1)	(12,1)	4,4
Frais généraux de fonctionnement	5 528,9	79,7	(40,1)	–	55,1	94,7	5 623,6
Dépenses de représentation	17,5	0,1	(0,1)	–	0,5	0,5	18,0
Fournitures et accessoires	1 810,7	31,4	(13,6)	–	231,4	249,2	2 059,9
Mobilier et matériel	2 623,5	–	0,1	–	80,4	80,5	2 704,0
Total partiel	78 200,1	814,3	(148,9)	–	(2 333,8)	(1 668,4)	76 531,7
6. Utilisations pacifiques de l'espace							
Postes	3 508,3	295,7	(14,7)	–	(465,8)	(184,8)	3 323,5
Autres dépenses de personnel	31,8	3,0	0,2	–	(7,6)	(4,4)	27,4
Consultants et experts	7,8	0,5	–	–	5,2	5,7	13,5
Voyages	102,2	–	0,1	–	9,8	9,9	112,1
Services contractuels	53,6	5,1	0,3	–	(27,2)	(21,8)	31,8
Frais généraux de fonctionnement	40,4	3,8	0,2	–	(0,6)	3,4	43,8
Dépenses de représentation	2,6	0,2	0,1	–	(0,3)	0,0	2,6
Mobilier et matériel	31,1	2,2	0,1	–	24,8	27,1	58,2
Subventions et contributions	537,5	31,9	1,8	–	(51,3)	(17,6)	519,9
Total partiel	4 315,3	342,4	(11,9)	–	(513,0)	(182,5)	4 132,8
7. Cour internationale de Justice							
Postes	13 002,2	991,5	195,1	297,2	(757,3)	726,5	13 728,7
Autres dépenses de personnel	2 145,3	203,7	9,9	–	(353,9)	(140,3)	2 005,0
Émoluments des non-fonctionnaires	7 386,0	–	36,1	607,4	53,4	696,9	8 082,9
Consultants et experts	23,4	2,1	–	18,7	22,1	42,9	66,3
Voyages	75,9	–	–	–	(10,2)	(10,2)	65,7
Services contractuels	846,3	76,4	3,8	–	99,8	180,0	1 026,3
Frais généraux de fonctionnement	2 122,2	224,9	(16,2)	–	199,7	408,4	2 530,6

Chapitre et objet de dépense	Montant révisé des crédits ouverts pour 2002-2003	Taux de change	Modifications prévues			Total	Crédits définitifs pour 2002-2003 (montant proposé)
			Inflation	Dépenses imprévues et extraordinaires et décisions des organes directeurs	Taux d'occupation des postes et autres facteurs		
Dépenses de représentation	14,0	1,3	0,1	–	(1,2)	0,2	14,2
Fournitures et accessoires	316,6	28,5	1,4	–	(48,5)	(18,6)	298,0
Mobilier et matériel	384,0	17,1	0,8	–	61,2	79,1	463,1
Total partiel	26 315,9	1 545,5	231,0	923,3	(734,9)	1 964,9	28 280,8
8. Affaires juridiques							
Postes	28 843,3	255,3	191,8	–	(634,9)	(187,8)	28 655,5
Autres dépenses de personnel	294,3	0,2	0,2	–	(112,7)	(112,3)	182,0
Émoluments des non-fonctionnaires	2,9	–	–	–	(2,9)	(2,9)	(0,0)
Consultants et experts	350,7	9,5	0,6	–	(33,4)	(23,3)	327,4
Voyages	2 694,9	–	1,2	–	112,2	113,4	2 808,0
Services contractuels	2 221,7	18,2	1,8	–	(183,7)	(163,7)	2 058,0
Frais généraux de fonctionnement	426,2	4,4	0,5	–	35,8	40,7	466,9
Dépenses de représentation	6,9	–	–	–	–	–	6,9
Fournitures et accessoires	186,5	9,6	0,5	–	(24,0)	(13,9)	172,6
Mobilier et matériel	339,7	2,4	0,5	–	21,2	24,1	363,8
Subventions et contributions	387,4	–	0,2	–	1,2	1,4	388,8
Total partiel	35 754,5	299,6	197,3	–	(821,2)	(324,3)	35 430,2
9. Affaires économiques et sociales							
Postes	106 506,3	–	795,2	–	2 504,4	3 299,6	109 805,9
Autres dépenses de personnel	2 210,7	–	0,9	–	(44,6)	(43,7)	2 167,0
Émoluments des non-fonctionnaires	71,1	–	–	–	(0,1)	(0,1)	71,0
Consultants et experts	4 205,9	–	2,0	–	145,6	147,6	4 353,5
Voyages	5 604,9	–	2,3	–	(267,0)	(264,7)	5 340,2
Services contractuels	1 033,7	–	0,5	–	(404,2)	(403,7)	630,0
Frais généraux de fonctionnement	1 477,7	–	0,8	–	383,0	383,8	1 861,5
Dépenses de représentation	30,9	–	0,1	–	(1,7)	(1,6)	29,3
Fournitures et accessoires	268,1	–	–	–	–	–	268,1
Mobilier et matériel	780,4	–	0,2	–	18,8	19,0	799,4

Chapitre et objet de dépense	Montant révisé des crédits ouverts pour 2002-2003	Taux de change	Modifications prévues			Crédits définitifs pour 2002-2003 (montant proposé)	
			Inflation	Dépenses imprévues et extraordinaires et décisions des organes directeurs	Taux d'occupation des postes et autres facteurs		Total
Subventions et contributions	1 712,5	–	0,3	–	(149,3)	(149,0)	1 563,5
Total partiel	123 902,2	–	802,3	–	2 184,9	2 987,2	126 889,4
9A. Pays les moins avancés, pays en développement sans littoral et petits États insulaires en développement							
Postes	2 723,2	–	18,0	–	(829,3)	(811,3)	1 911,9
Autres dépenses de personnel	101,9	–	0,1	–	(48,3)	(48,2)	53,7
Consultants et experts	41,5	–	0,1	–	(4,6)	(4,5)	37,0
Voyages	59,3	–	0,1	–	72,7	72,8	132,1
Services contractuels	19,7	–	–	–	(11,6)	(11,6)	8,1
Frais généraux de fonctionnement	76,9	–	–	–	(41,5)	(41,5)	35,4
Dépenses de représentation	1,8	–	–	–	0,1	0,1	1,9
Fournitures et accessoires	2,3	–	–	–	7,4	7,4	9,7
Mobilier et matériel	72,9	–	0,1	–	(29,2)	(29,1)	43,8
Total partiel	3 099,5	–	18,4	–	(884,3)	(865,9)	2 233,6
10. Afrique : Nouvel Ordre du jour pour le développement							
Postes	4 561,3	(0,9)	46,7	–	(95,2)	(49,4)	4 511,9
Autres dépenses de personnel	325,7	(0,2)	6,8	–	66,0	72,6	398,3
Consultants et experts	564,8	–	7,4	–	0,1	7,5	572,3
Voyages	199,9	–	–	–	26,6	26,6	226,5
Services contractuels	349,1	–	0,2	–	(23,6)	(23,4)	325,7
Frais généraux de fonctionnement	38,7	–	0,1	–	12,0	12,1	50,8
Fournitures et accessoires	8,7	–	–	–	4,4	4,4	13,1
Mobilier et matériel	4,1	–	–	–	(4,1)	(4,1)	(0,0)
Total partiel	6 052,3	1,1	61,2	–	(13,8)	46,3	6 098,6
11A. Commerce et développement							
Postes	80 650,6	6 038,2	(1 443,9)	–	(2 408,0)	2 186,3	82 836,9
Autres dépenses de personnel	1 109,5	82,4	1,0	–	111,6	195,0	1 304,5
Consultants et experts	1 318,5	101,9	0,7	–	(77,6)	25,0	1 343,5
Voyages	1 675,2	–	1,1	–	6,1	7,2	1 682,4

Chapitre et objet de dépense	Montant révisé des crédits ouverts pour 2002-2003	Taux de change	Modifications prévues			Total	Crédits définitifs pour 2002-2003 (montant proposé)
			Inflation	Dépenses imprévues et extraordinaires et décisions des organes directeurs	Taux d'occupation des postes et autres facteurs		
Services contractuels	472,4	37,8	0,5	–	(216,5)	(178,2)	294,2
Frais généraux de fonctionnement	2 235,1	177,2	1,7	–	(182,3)	(3,4)	2 231,7
Dépenses de représentation	38,0	2,8	–	–	(3,6)	(0,8)	37,2
Fournitures et accessoires	1 145,5	89,9	0,9	–	(55,9)	34,9	1 180,4
Mobilier et matériel	651,3	51,2	0,4	–	90,6	142,2	793,5
Subventions et contributions	1 999,7	160,3	(13,0)	–	(777,3)	(630,0)	1 369,7
Total partiel	91 295,8	6 741,7	(1 450,6)	–	(3 512,9)	1 778,2	93 074,0
11B. Centre du commerce international CNUCED/OMC							
Subventions et contributions	–	–	–	–	–	–	–
Dépenses diverses	19 373,9	1 643,2	(76,3)	–	(569,0)	997,9	20 371,8
Total partiel	19 373,9	1 643,2	(76,3)	–	(569,0)	997,9	20 371,8
12. Environnement							
Postes	7 679,8	194,7	74,3	–	94,6	363,6	8 043,4
Autres dépenses de personnel	109,6	2,7	0,7	–	160,8	164,2	273,8
Consultants et experts	58,7	3,0	0,6	–	38,6	42,2	100,9
Voyages	243,2	–	0,1	–	(55,9)	(55,8)	187,4
Services contractuels	1,1	0,1	–	–	0,4	0,5	1,6
Frais généraux de fonctionnement	186,3	3,8	2,3	–	(34,3)	(28,2)	158,1
Dépenses de représentation	11,1	0,1	0,1	–	(0,1)	0,1	11,2
Fournitures et accessoires	20,4	0,2	0,1	–	(3,5)	(3,2)	17,2
Mobilier et matériel	44,9	0,9	0,5	–	15,5	16,9	61,8
Total partiel	8 355,1	205,5	78,7	–	216,1	500,3	8 855,4
13. Établissements humains							
Postes	11 530,7	163,5	168,9	–	344,5	676,9	12 207,6
Autres dépenses de personnel	230,3	0,7	0,7	–	216,6	218,0	448,3
Consultants et experts	201,5	1,6	3,5	–	(9,5)	(4,4)	197,1
Voyages	246,2	–	0,1	–	(0,2)	(0,1)	246,1
Services contractuels	65,4	1,1	1,1	–	(1,9)	0,3	65,7

Chapitre et objet de dépense	Montant révisé des crédits ouverts pour 2002-2003	Taux de change	Inflation	Modifications prévues		Total	Crédits définitifs pour 2002-2003 (montant proposé)
				Dépenses imprévues et extraordinaires et décisions des organes directeurs	Taux d'occupation des postes et autres facteurs		
Frais généraux de fonctionnement	387,7	5,6	6,0	–	(51,2)	(39,6)	348,1
Dépenses de représentation	4,8	0,1	0,1	–	(0,1)	0,1	4,9
Fournitures et accessoires	75,1	1,1	1,3	–	(5,4)	(3,0)	72,1
Mobilier et matériel	52,5	0,7	0,7	–	(1,8)	(0,4)	52,1
Total partiel	12 794,2	174,4	182,4	–	491,0	847,8	13 642,0
14. Prévention du crime et justice pénale							
Postes	5 410,6	483,6	(5,3)	–	633,5	1 111,8	6 522,4
Autres dépenses de personnel	115,7	10,8	0,5	–	5,4	16,7	132,4
Consultants et experts	272,2	24,9	1,2	–	(4,8)	21,3	293,5
Voyages	278,2	–	0,1	–	(61,1)	(61,0)	217,2
Services contractuels	157,2	14,5	0,7	–	(33,9)	(18,7)	138,5
Frais généraux de fonctionnement	59,7	5,6	0,3	–	(5,6)	0,3	60,0
Dépenses de représentation	0,0	–	–	–	–	–	0,0
Mobilier et matériel	46,2	4,2	0,3	–	–	4,5	50,7
Total partiel	6 339,8	543,6	(2,2)	–	533,5	1 074,9	7 414,7
15. Contrôle international des drogues							
Postes	12 388,0	1 046,9	(44,9)	–	750,5	1 752,5	14 140,5
Autres dépenses de personnel	385,9	36,2	1,9	–	(92,3)	(54,2)	331,7
Émoluments des non-fonctionnaires	43,1	–	–	–	(0,5)	(0,5)	42,6
Consultants et experts	688,2	64,6	3,5	–	(371,2)	(303,1)	385,1
Voyages	1 582,7	–	0,7	–	44,5	45,2	1 627,9
Services contractuels	524,4	49,1	2,4	–	158,8	210,3	734,7
Frais généraux de fonctionnement	349,1	32,6	1,8	–	(90,5)	(56,1)	293,0
Dépenses de représentation	2,3	0,2	0,2	–	(0,4)	–	2,3
Fournitures et accessoires	114,7	11,0	0,6	–	(75,8)	(64,2)	50,5
Mobilier et matériel	215,3	20,2	1,1	–	0,6	21,9	237,2
Total partiel	16 293,7	1 260,8	(32,7)	–	323,7	1 551,8	17 845,5

Chapitre et objet de dépense	Montant révisé des crédits ouverts pour 2002-2003	Taux de change	Modifications prévues			Crédits définitifs pour 2002-2003 (montant proposé)	
			Inflation	Dépenses imprévues et extraordinaires et décisions des organes directeurs	Taux d'occupation des postes et autres facteurs		Total
16. Développement économique et social en Afrique							
Postes	66 175,6	(93,9)	1 445,7	–	(7 242,4)	(5 890,6)	60 285,0
Autres dépenses de personnel	2 151,9	(2,9)	122,5	–	–	119,6	2 271,5
Consultants et experts	1 857,9	(1,0)	105,0	–	–	104,0	1 961,9
Voyages	1 724,1	–	0,7	–	66,1	66,8	1 790,9
Services contractuels	1 795,0	–	106,8	–	314,6	421,4	2 216,4
Frais généraux de fonctionnement	4 645,5	(6,4)	270,3	–	122,8	386,7	5 032,2
Dépenses de représentation	22,6	–	1,3	–	–	1,3	23,9
Fournitures et accessoires	1 634,7	–	92,6	–	(372,4)	(279,8)	1 354,9
Mobilier et matériel	2 480,6	–	146,3	–	(156,9)	(10,6)	2 470,0
Subventions et contributions	1 378,0	(0,1)	72,1	–	–	72,0	1 450,0
Total partiel	83 865,9	(104,3)	2 363,3	–	(7 268,2)	(5 009,2)	78 856,7
17. Développement économique et social en Asie et dans le Pacifique							
Postes	51 093,5	866,9	1 297,8	–	(2 439,1)	(274,4)	50 819,1
Autres dépenses de personnel	892,3	14,2	(0,1)	–	(46,1)	(32,0)	860,3
Consultants et experts	730,0	11,0	1,0	–	83,8	95,8	825,8
Voyages	1 254,0	–	(0,3)	–	(247,4)	(247,7)	1 006,3
Services contractuels	529,1	8,9	0,3	–	(8,5)	0,7	529,8
Frais généraux de fonctionnement	2 863,9	51,3	(0,3)	–	(63,5)	(12,5)	2 851,4
Dépenses de représentation	18,9	0,2	–	–	(0,1)	0,1	19,0
Fournitures et accessoires	521,7	9,4	0,1	–	58,9	68,4	590,1
Mobilier et matériel	861,0	16,0	(0,1)	–	108,3	124,2	985,2
Subventions et contributions	56,9	1,0	(0,1)	–	23,4	24,3	81,2
Total partiel	58 821,3	978,9	1 298,3	–	(2 530,3)	(253,1)	58 568,2
18. Développement économique de l'Europe							
Postes	40 599,2	3 094,7	(799,1)	–	1 187,0	3 482,6	44 081,8
Autres dépenses de personnel	186,0	16,1	0,1	–	58,7	74,9	260,9
Consultants et experts	387,8	30,6	0,1	–	(32,0)	(1,3)	386,5

Chapitre et objet de dépense	Montant révisé des crédits ouverts pour 2002-2003	Taux de change	Modifications prévues			Total	Crédits définitifs pour 2002-2003 (montant proposé)
			Inflation	Dépenses imprévues et extraordinaires et décisions des organes directeurs	Taux d'occupation des postes et autres facteurs		
Voyages	554,9	–	0,1	–	122,9	123,0	677,9
Services contractuels	304,9	24,4	0,1	–	(114,3)	(89,8)	215,1
Frais généraux de fonctionnement	109,3	8,6	0,2	–	(39,0)	(30,2)	79,1
Dépenses de représentation	15,1	1,2	–	–	–	1,2	16,3
Fournitures et accessoires	123,9	9,8	0,2	–	90,6	100,6	224,5
Mobilier et matériel	270,1	21,0	0,2	–	31,9	53,1	323,2
Subventions et contributions	1 247,6	98,6	1,0	–	(262,5)	(162,9)	1 084,7
Total partiel	43 798,8	3 305,0	(797,1)	–	1 043,3	3 551,2	47 350,0
19. Développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes							
Postes	59 808,6	733,9	(314,1)	–	(621,7)	(201,9)	59 606,7
Autres dépenses de personnel	1 816,5	5,8	8,8	–	(178,7)	(164,1)	1 652,4
Consultants et experts	1 089,5	–	5,2	–	198,0	203,2	1 292,7
Voyages	1 511,0	–	0,7	–	171,0	171,7	1 682,7
Services contractuels	1 338,1	–	6,5	–	(170,7)	(164,2)	1 173,9
Frais généraux de fonctionnement	5 742,0	73,8	21,1	–	360,6	455,5	6 197,5
Dépenses de représentation	22,4	0,2	0,2	–	(3,3)	(2,9)	19,5
Fournitures et accessoires	988,3	12,7	4,6	–	21,0	38,3	1 026,6
Mobilier et matériel	894,1	–	3,5	–	(150,2)	(146,7)	747,4
Subventions et contributions	–	–	–	–	0,4	0,4	0,4
Total partiel	73 210,5	826,4	(263,5)	–	(373,6)	189,3	73 399,8
20. Développement économique et social en Asie occidentale							
Postes	41 358,9	122,9	251,8	–	(615,8)	(241,1)	41 117,8
Autres dépenses de personnel	933,7	1,2	2,5	–	(247,6)	(243,9)	689,8
Consultants et experts	1 416,1	4,2	7,3	–	152,7	164,2	1 580,3
Voyages	456,1	–	0,1	–	168,5	168,6	624,7
Services contractuels	885,9	2,5	4,4	–	(16,8)	(9,9)	876,0
Frais généraux de fonctionnement	3 049,6	8,3	15,4	–	(274,4)	(250,7)	2 798,9
Dépenses de représentation	19,3	–	0,1	–	–	0,1	19,4

Chapitre et objet de dépense	Montant révisé des crédits ouverts pour 2002-2003	Taux de change	Modifications prévues			Crédits définitifs pour 2002-2003 (montant proposé)	
			Inflation	Dépenses imprévues et extraordinaires et décisions des organes directeurs	Taux d'occupation des postes et autres facteurs		Total
Fournitures et accessoires	777,0	2,3	4,0	–	(89,2)	(82,9)	694,1
Mobilier et matériel	561,2	1,6	2,8	–	138,9	143,3	704,5
Amélioration des locaux	385,0	0,1	–	–	(115,3)	(115,2)	269,8
Total partiel	49 842,8	143,1	288,4	–	(899,0)	(467,5)	49 375,3
21. Programme ordinaire de coopération technique							
Autres dépenses de personnel	42 871,5	630,9	403,2	–	–	1 034,1	43 905,6
Total partiel	42 871,5	630,9	403,2	–	–	1 034,1	43 905,6
22. Droits de l'homme							
Postes	32 090,0	2 302,0	(592,1)	–	(1 012,9)	697,0	32 787,0
Autres dépenses de personnel	3 171,4	245,6	2,6	–	64,1	312,3	3 483,7
Émoluments des non-fonctionnaires	112,2	–	–	–	(23,9)	(23,9)	88,3
Consultants et experts	421,1	27,7	0,2	–	(44,6)	(16,7)	404,4
Voyages	8 828,8	–	3,9	–	40,8	44,7	8 873,5
Services contractuels	464,6	36,6	0,1	–	(67,6)	(30,9)	433,7
Frais généraux de fonctionnement	724,1	54,7	0,6	–	88,2	143,5	867,6
Dépenses de représentation	16,5	1,3	–	–	(1,4)	(0,1)	16,4
Fournitures et accessoires	176,8	13,2	0,1	–	170,7	184,0	360,8
Mobilier et matériel	263,2	20,1	0,4	–	32,5	53,0	316,2
Subventions et contributions	1 307,6	7,7	0,1	–	(836,2)	(828,4)	479,2
Total partiel	47 576,3	2 708,9	(584,1)	–	(1 590,3)	534,5	48 110,8
23. Opérations de protection et d'assistance en faveur des réfugiés							
Postes	778,7	57,8	(20,9)	–	(6,7)	30,2	808,9
Autres dépenses de personnel	–	–	–	–	–	–	–
Frais généraux de fonctionnement	–	–	–	–	–	–	–
Fournitures et accessoires	–	–	–	–	–	–	–
Subventions et contributions	45 177,3	3 574,2	(288,9)	–	–	3 285,3	48 462,6
Total partiel	45 956,0	3 632,0	(309,8)	–	(6,7)	3 315,5	49 271,5

Chapitre et objet de dépense	Montant révisé des crédits ouverts pour 2002-2003	Taux de change	Modifications prévues			Taux d'occupation des postes et autres facteurs	Total	Crédits définitifs pour 2002-2003 (montant proposé)
			Inflation	Dépenses imprévues et extraordinaires et décisions des organes directeurs				
24. Réfugiés de Palestine								
Postes	28 265,8	430,5	68,6	–	529,4	1 028,5	29 294,3	
Autres dépenses de personnel	12,9	–	–	–	222,3	222,3	235,2	
Total partiel	28 278,7	430,5	68,6	–	751,7	1 250,8	29 529,5	
25. Aide humanitaire								
Postes	12 720,3	271,9	(14,2)	–	(2,8)	254,9	12 975,2	
Autres dépenses de personnel	682,9	20,7	0,5	–	(6,9)	14,3	697,2	
Consultants et experts	120,8	3,8	0,1	–	21,6	25,5	146,3	
Voyages	1 082,6	–	0,7	–	121,9	122,6	1 205,2	
Services contractuels	380,2	15,3	0,2	–	(106,4)	(90,9)	289,3	
Frais généraux de fonctionnement	833,4	18,6	0,5	–	(75,4)	(56,3)	777,1	
Dépenses de représentation	15,4	0,4	0,1	–	(0,5)	–	15,4	
Fournitures et accessoires	107,1	1,1	–	–	(1,1)	–	107,1	
Mobilier et matériel	233,3	4,8	0,2	–	329,0	334,0	567,3	
Subventions et contributions	4 401,4	48,5	0,4	–	(484,7)	(435,8)	3 965,6	
Total partiel	20 577,4	385,1	(11,5)	–	(205,3)	168,3	20 745,7	
26. Information								
Postes	109 607,4	451,3	426,5	–	(1 777,7)	(899,9)	108 707,5	
Autres dépenses de personnel	4 669,6	32,4	2,9	–	1 942,9	1 978,2	6 647,8	
Consultants et experts	–	–	–	–	–	–	–	
Voyages	1 436,3	–	0,8	–	(90,7)	(89,9)	1 346,4	
Services contractuels	15 685,1	19,9	8,6	–	(343,1)	(314,6)	15 370,5	
Frais généraux de fonctionnement	9 291,4	24,7	4,9	–	818,4	848,0	10 139,4	
Dépenses de représentation	241,9	0,4	0,1	–	(101,9)	(101,4)	140,5	
Fournitures et accessoires	2 869,7	5,7	1,7	–	(291,8)	(284,4)	2 585,3	
Mobilier et matériel	2 977,8	18,5	1,6	–	(813,2)	(793,1)	2 184,7	
Subventions et contributions	328,4	–	0,1	–	(64,8)	(64,7)	263,7	
Total partiel	147 107,6	552,9	447,2	–	(721,9)	278,2	147 385,8	

Chapitre et objet de dépense	Montant révisé des crédits ouverts pour 2002-2003	Taux de change	Modifications prévues			Crédits définitifs pour 2002-2003 (montant proposé)	
			Inflation	Dépenses imprévues et extraordinaires et décisions des organes directeurs	Taux d'occupation des postes et autres facteurs		Total
27A. Bureau du Secrétaire général adjoint à la gestion							
Postes	11 576,6	–	81,4	–	344,6	426,0	12 002,6
Autres dépenses de personnel	220,7	–	0,2	–	(18,1)	(17,9)	202,8
Consultants et experts	70,3	–	0,1	–	81,4	81,5	151,8
Voyages	75,3	–	–	–	24,5	24,5	99,8
Services contractuels	144,3	–	0,1	–	19,5	19,6	163,9
Frais généraux de fonctionnement	193,8	–	0,1	–	(4,2)	(4,1)	189,7
Dépenses de représentation	0,8	–	–	–	–	–	0,8
Fournitures et accessoires	14,2	–	–	–	27,8	27,8	42,0
Mobilier et matériel	47,5	–	–	–	4,9	4,9	52,4
Total partiel	12 343,5	–	81,9	–	480,4	562,3	12 905,8
27B. Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité							
Postes	21 869,2	–	150,01	–	(367,9)	(217,8)	21 651,4
Autres dépenses de personnel	777,3	–	0,4	–	(49,3)	(48,9)	728,4
Consultants et experts	8,5	–	–	–	(8,5)	(8,5)	–
Voyages	23,8	–	–	–	62,3	62,3	86,1
Services contractuels	664,5	–	0,3	–	(58,0)	(57,7)	606,8
Frais généraux de fonctionnement	320,6	–	0,1	–	54,5	54,6	375,2
Dépenses de représentation	–	–	–	–	0,5	0,5	0,5
Fournitures et accessoires	25,7	–	–	–	26,2	26,2	51,9
Mobilier et matériel	85,1	–	–	–	134,3	134,3	219,4
Total partiel	23 774,7	–	150,9	–	(205,9)	(55,0)	23 719,7
27C. Bureau de la gestion des ressources humaines							
Postes	31 424,8	–	221,3	–	30,9	252,2	31 677,0
Autres dépenses de personnel	949,4	–	0,4	–	258,9	259,3	1 208,7
Consultants et experts	16,2	–	–	–	27,7	27,7	43,9
Voyages	607,3	–	0,3	–	(0,3)	–	607,3
Services contractuels	16 039,0	–	227,9	–	(1 384,5)	(1 156,6)	14 882,4

Chapitre et objet de dépense	Montant révisé des crédits ouverts pour 2002-2003	Taux de change	Modifications prévues			Crédits définitifs pour 2002-2003 (montant proposé)	
			Inflation	Dépenses imprévues et extraordinaires et décisions des organes directeurs	Taux d'occupation des postes et autres facteurs		Total
Frais généraux de fonctionnement	561,5	–	0,5	–	(4,4)	(3,9)	557,6
Dépenses de représentation	8,3	–	–	–	–	–	8,3
Fournitures et accessoires	675,0	–	0,2	–	10,1	10,3	685,3
Mobilier et matériel	227,7	–	0,1	–	561,1	561,2	788,9
Total partiel	50 509,2	–	450,7	–	(500,5)	(49,8)	50 459,4
27D. Bureau des services centraux d'appui							
Postes	101 851,4	55,5	374,9	–	(3 705,8)	(3 275,4)	98 576,0
Autres dépenses de personnel	6 403,3	–	3,1	–	1 921,7	1 924,8	8 328,1
Consultants et experts	530,9	–	0,3	–	(32,8)	(32,5)	498,4
Voyages	557,1	–	0,3	–	310,4	310,7	867,8
Services contractuels	15 322,4	–	7,4	49,3	(887,6)	(830,9)	14 491,5
Frais généraux de fonctionnement	99 293,1	–	47,4	170,0	2 418,8	2 636,2	101 929,3
Dépenses de représentation	9,9	–	–	–	(7,0)	(7,0)	2,9
Fournitures et accessoires	3 065,3	–	1,5	4,3	(416,0)	(410,2)	2 655,1
Mobilier et matériel	4 689,5	–	2,9	–	(33,3)	(30,4)	4 659,1
Amélioration des locaux	–	–	–	–	–	–	–
Subventions et contributions	1 534,1	–	0,8	–	(399,1)	(398,3)	1 135,8
Total partiel	233 257,0	55,5	438,6	223,6	(830,7)	(113,0)	233 144,0
27E. Administration (Genève)							
Postes	60 066,1	4 839,3	(244,9)	–	(1 292,4)	3 302,0	63 368,1
Autres dépenses de personnel	4 126,2	324,5	3,2	–	(419,6)	(91,9)	4 034,3
Voyages	81,3	–	0,1	–	50,2	50,3	131,6
Services contractuels	3 063,5	242,6	2,4	–	(749,7)	(540,7)	2 558,8
Frais généraux de fonctionnement	19 076,3	1 506,0	15,1	–	425,3	1 946,4	21 022,7
Dépenses de représentation	2,1	0,2	–	–	(0,3)	(0,1)	2,0
Fournitures et accessoires	1 473,8	114,5	0,9	–	(214,7)	(99,3)	1 374,5

Chapitre et objet de dépense	Montant révisé des crédits ouverts pour 2002-2003	Taux de change	Modifications prévues			Crédits définitifs pour 2002-2003 (montant proposé)	
			Inflation	Dépenses imprévues et extraordinaires et décisions des organes directeurs	Taux d'occupation des postes et autres facteurs		Total
Mobilier et matériel	1 513,9	119,5	0,9	–	(232,0)	(111,6)	1 402,3
Subventions et contributions	2 839,9	227,0	2,2	–	(392,6)	(163,4)	2 676,5
Total partiel	92 243,1	7 373,6	(220,1)	–	(2 825,8)	4 327,7	96 570,8
27F. Administration (Vienne)							
Postes	11 275,8	965,5	6,7	–	(109,7)	862,5	12 138,3
Autres dépenses de personnel	573,5	51,0	3,0	–	46,1	100,1	673,6
Consultants et experts	–	–	–	–	–	–	–
Voyages	25,7	–	–	–	56,1	56,1	81,8
Services contractuels	386,8	35,9	2,0	–	(223,3)	(185,4)	201,4
Frais généraux de fonctionnement	6 636,9	611,4	32,5	–	(587,3)	(56,6)	6 693,5
Dépenses de représentation	1,7	0,1	–	–	(0,2)	(0,1)	1,6
Fournitures et accessoires	393,1	36,5	1,9	–	86,0	124,4	517,5
Mobilier et matériel	616,4	57,8	3,1	–	60,6	121,5	737,9
Subventions et contributions	6 088,4	540,8	29,0	–	(532,0)	37,8	6 126,2
Total partiel	25 998,3	2 299,0	78,2	–	(1 203,7)	1 173,5	27 171,8
27G. Administration (Nairobi)							
Postes	10 248,8	153,8	206,3	–	(88,3)	271,8	10 520,6
Autres dépenses de personnel	167,2	2,0	2,0	–	100,4	104,4	271,6
Consultants et experts	6,5	0,1	0,1	–	(0,2)	–	6,5
Voyages	23,7	–	–	–	–	–	23,7
Services contractuels	209,8	3,4	3,7	–	(56,7)	(49,6)	160,2
Frais généraux de fonctionnement	1 905,5	29,7	32,5	–	590,2	652,4	2 557,9
Fournitures et accessoires	246,3	2,4	2,7	–	(3,9)	1,2	247,5
Mobilier et matériel	408,5	1,8	2,4	–	(82,1)	(77,9)	330,6
Total partiel	13 216,3	193,2	249,7	–	459,4	902,3	14 118,6
28. Contrôle interne							
Postes	19 296,9	178,4	106,6	–	(478,0)	(193,0)	19 103,9
Autres dépenses de personnel	166,9	–	–	–	(24,4)	(24,4)	142,5

Chapitre et objet de dépense	Montant révisé des crédits ouverts pour 2002-2003	Taux de change	Modifications prévues			Taux d'occupation des postes et autres facteurs	Total	Crédits définitifs pour 2002-2003 (montant proposé)
			Inflation	Dépenses imprévues et extraordinaires et décisions des organes directeurs				
Consultants et experts	89,9	–	–	–	–	116,4	116,4	206,3
Voyages	768,8	–	0,2	–	–	36,8	37,0	805,8
Services contractuels	50,5	–	0,1	–	–	17,5	17,6	68,1
Frais généraux de fonctionnement	272,0	–	0,1	–	–	78,9	79,0	351,0
Dépenses de représentation	2,6	–	–	–	–	–	–	2,6
Fournitures et accessoires	56,2	–	0,1	–	–	30,4	30,5	86,7
Mobilier et matériel	242,8	–	0,2	–	–	4,5	4,7	247,5
Amélioration des locaux	–	–	–	–	–	14,5	14,5	14,5
Total partiel	20 946,6	178,4	107,3	–	–	(203,4)	82,3	21 028,9
29. Activités administratives financées en commun								
Frais généraux de fonctionnement	–	–	–	–	–	–	–	–
Subventions et contributions	8 759,6	278,5	(40,1)	–	–	(886,3)	(647,9)	8 111,7
Total partiel	8 759,6	278,5	(40,1)	–	–	(886,3)	(647,9)	8 111,7
30. Dépenses spéciales								
Postes	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres dépenses de personnel	59 996,2	925,9	732,5	–	–	(1 627,1)	31,3	60 027,5
Émoluments des non-fonctionnaires	890,9	–	0,3	–	–	(94,5)	(94,2)	796,7
Consultants et experts	–	–	–	–	–	–	–	–
Voyages	–	–	–	–	–	–	–	–
Services contractuels	–	–	–	–	–	–	–	–
Frais généraux de fonctionnement	4 211,1	–	2 804,7	–	–	3 423,3	6 228,0	10 439,1
Fournitures et accessoires	–	–	–	–	–	–	–	–
Mobilier et matériel	0,0	–	–	–	–	–	–	0,0
Subventions et contributions	11 987,4	–	218,5	–	–	(1 562,8)	(1 344,3)	10 643,1
Dépenses diverses	–	–	–	–	–	–	–	–
Total partiel	77 085,6	925,9	3 756,0	–	–	138,9	4 820,8	81 906,4

Chapitre et objet de dépense	Montant révisé des crédits ouverts pour 2002-2003	Taux de change	Modifications prévues			Crédits définitifs pour 2002-2003 (montant proposé)	Total
			Inflation	Dépenses imprévues et extraordinaires et décisions des organes directeurs	Taux d'occupation des postes et autres facteurs		
31. Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien							
Mobilier et matériel	–	–	–	–	–	–	–
Amélioration des locaux	88 341,1	1 148,5	383,0	–	(1 001,6)	529,9	88 871,0
Subventions et contributions	–	–	–	–	–	–	–
Total partiel	88 341,1	1 148,5	383,0	–	(1 001,6)	529,9	88 871,0
32. Contributions du personnel							
Dépenses diverses	368 936,5	4 662,7	(592,2)	984,3	14 437,2	19 492,0	388 428,5
Total partiel	368 936,5	4 662,7	(592,2)	984,3	14 437,2	19 492,0	388 428,5
33. Compte pour le développement							
Subventions et contributions	13 065,0	–	–	–	–	–	13 065,0
Total partiel	13 065,0	–	–	–	–	–	13 065,0
Total général	2 891 068,7	59 149,2	7 736,3	19 653,4	(23 745,5)	62 793,4	2 953 862,1

État 4

Taux de change par rapport au dollar des États-Unis et taux d'inflation, par lieu d'affectation

Lieu d'affectation/bureau (monnaie)	Taux de change 2002-2003				Taux d'inflation applicables aux objets de dépense autres que les postes			
	Montant révisé des crédits ouverts		Présent rapport		Montant révisé des crédits ouverts		Présent rapport	
	2002 ^a	2003	2002 ^b	2003 ^c	2002	2003	2002	2003
Vienne (euros)	1,073	1,073 ^a	1,073	0,901	1,6	1,6	1,8	1,4
Santiago (pesos chiliens)	687,083	735,000 ^d	684,583	698,833	2,1	2,9	2,5	3,2
Addis-Abeba (birr éthiopiens)	8,528	8,570 ^d	8,528	8,596	0,0	0,0	0,0	12,0
Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan (roupies)	48,308	48,308 ^a	48,299	46,396	5,4	5,9	4,3	4,6
CESAO (livres libanaises)	1 502,333	1 509,000 ^d	1 501,667	1 500,833	4,0	1,5	4,0	2,5
Gaza (shekels) ^e	4,671	4,720 ^d	4,664	4,541	5,7	2,7	5,7	1,0
Nairobi (shillings kényens)	78,458	78,458 ^a	78,500	75,792	2,4	2,0	2,4	5,5
Mexico (pesos mexicains)	9,429	9,900 ^d	9,446	10,672	5,0	4,0	5,0	4,3
La Haye (euros)	1,073	1,073 ^a	1,073	0,901	3,4	2,3	3,3	2,0
Bangkok (baht thaïlandais)	42,911	43,170 ^d	42,918	41,646	0,5	1,9	0,6	1,6
Port of Spain (dollars de la Trinité-et-Tobago)	6,098	6,098 ^a	6,101	6,123	5,5	3,1	4,1	5,0
New York (dollars des États-Unis)	1,000	1,000 ^d	1,000	1,000	1,5	2,2	1,6	2,1 ^f
Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les questions de sécurité (dollars des États-Unis)	1,000	1,000 ^d	1,000	1,000	1,5	2,2	1,6	2,1
Genève (francs suisses)	1,575	1,575 ^a	1,575	1,359	0,5	0,8	0,6	0,6
Centres d'information (dollars des États-Unis) ^g	1,000	1,000 ^d	1,000	1,000	1,5	2,2	1,6	2,1

^a Moyenne réelle des taux de change opérationnels de l'ONU : taux effectifs jusqu'à fin novembre et, pour décembre, projections des taux de novembre.

^b Moyenne des taux de change opérationnels de l'ONU pour 2002.

^c Moyenne des taux de change opérationnels de l'ONU : taux effectifs jusqu'à fin octobre, et projections des taux d'octobre jusqu'à fin décembre.

^d Taux de change de novembre 2002.

^e Y compris l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve et l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient.

^f Non compris l'incidence des ajustements relatifs aux primes d'assurance et au coût des professeurs de langues.

^g Effet conjugué des variations de l'inflation et des taux de change.

État 5
**Taux de change opérationnels de l'ONU par rapport au dollar des États-Unis
pour 2003**

<i>Lieu d'affectation</i>	<i>Montant révisé des crédits ouverts</i>		<i>Présent rapport</i>		<i>Écart (en pourcentage)</i>	
	<i>2002^a</i>	<i>2003</i>	<i>2002^b</i>	<i>2003^c</i>	<i>2002</i>	<i>2003</i>
Vienne (euros)	1,073	1,073 ^a	1,073	0,901	0,06	19,17
Santiago (pesos chiliens)	687,083	735,000 ^d	684,583	698,833	0,37	5,18
Addis-Abeba (birr éthiopiens)	8,527	8,570 ^d	8,528	8,596	-0,01	-0,30
Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan (roupies)	48,308	48,308 ^a	48,299	46,396	0,02	4,12
CESAO (livres libanaises)	1 502,333	1 509,000 ^d	1 501,667	1 500,833	0,04	0,54
Gaza (shekels) ^e	4,671	4,720 ^d	4,664	4,541	0,15	3,94
Nairobi (shillings kényens)	78,458	78,458 ^a	78,500	75,792	-0,05	3,52
Mexico (pesos mexicains)	9,429	9,900 ^d	9,446	10,672	-0,18	-7,23
La Haye (euros)	1,073	1,073 ^a	1,073	0,901	0,04	19,20
Bangkok, CESAP (baht thaïlandais)	42,911	43,170 ^d	42,918	41,646	-0,02	3,66
Port of Spain (dollars de la Trinité-et-Tobago)	6,098	6,098 ^a	6,101	6,123	-0,05	-0,41
Genève (francs suisses)	1,575	1,575 ^a	1,575	1,359	0,00	15,89

^a Moyenne des taux de change opérationnels de l'ONU : taux effectifs jusqu'à fin novembre et, pour décembre, projections des taux de novembre.

^b Moyenne des taux de change opérationnels de l'ONU pour 2002.

^c Moyenne des taux de change opérationnels de l'ONU : taux effectifs jusqu'à fin octobre et projections des taux d'octobre jusqu'à fin décembre.

^d Taux de change pour novembre 2002.

^e Y compris l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve et l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient.

<i>Taux de change effectifs</i>										<i>Projections</i>	
<i>Janvier</i>	<i>Février</i>	<i>Mars</i>	<i>Avril</i>	<i>Mai</i>	<i>Juin</i>	<i>Juillet</i>	<i>Août</i>	<i>Septembre</i>	<i>Octobre</i>	<i>Novembre</i>	<i>Décembre</i>
0,958	0,931	0,929	0,929	0,911	0,849	0,875	0,877	0,922	0,875	0,875	0,875
705,000	730,000	740,000	730,000	708,000	708,000	700,000	700,000	700,000	655,000	655,000	655,000
8,580	8,580	8,590	8,590	8,590	8,590	8,600	8,600	8,600	8,610	8,610	8,610
47,680	47,500	47,370	47,300	46,970	46,560	46,200	45,770	45,500	45,300	45,300	45,300
1 501,000	1 499,000	1 501,000	1 501,000	1 501,000	1 501,000	1 501,000	1 501,000	1 501,000	1 501,000	1 501,000	1 501,000
4,640	4,830	4,810	4,700	4,550	4,500	4,350	4,400	4,420	4,430	4,430	4,430
79,000	77,500	76,500	75,750	75,500	71,500	72,500	73,750	75,000	77,500	77,500	77,500
10,100	11,000	11,000	11,000	10,400	10,250	10,500	10,500	10,730	10,860	10,860	10,860
0,958	0,931	0,929	0,929	0,911	0,849	0,875	0,877	0,922	0,875	0,875	0,875
42,920	42,520	42,660	42,820	42,580	41,860	41,450	41,870	41,360	39,905	39,905	39,905
6,130	6,130	6,130	6,120	6,120	6,120	6,120	6,120	6,120	6,120	6,120	6,120
1,390	1,360	1,350	1,370	1,370	1,300	1,350	1,360	1,410	1,350	1,350	1,350

État 6

**Coefficients d'ajustement (indemnité de poste) applicables
aux administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur en 2003**

Lieu d'affectation	Montant révisé des crédits ouverts		Présent rapport		Coefficients mensuels effectifs									Projections		
	2002 ^a	2003 ^b	2002 ^c	2003 ^d	Janv.	Févr.	Mars ^d	Avril	Mai	Juin	Juill.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
Vienne	15,07	16,10	15,13	33,88	26,10	29,30	29,60	29,60	37,70	40,50	36,70	36,40	30,50	36,70	36,70	36,70
Santiago	1,47	5,38	1,47	9,93	4,20	4,20	6,90	6,90	6,90	6,90	12,10	12,10	12,10	12,10	17,40	17,40
Addis-Abeba	9,16	13,33	9,16	18,80	13,00	13,00	17,30	17,30	18,60	18,60	20,20	20,20	20,20	20,20	23,50	23,50
Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan	5,27	6,75	5,27	11,85	5,00	5,00	8,20	8,20	8,20	8,20	11,70	11,70	11,70	21,30	21,50	21,50
Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale	32,13	35,68	32,13	37,00	34,50	34,50	37,50	37,50	37,50	37,50	37,50	37,50	37,50	37,50	37,50	37,50
Gaza	14,82	25,52	14,82	30,00	24,20	24,20	28,40	28,40	28,40	28,40	33,00	33,00	33,00	33,00	33,00	33,00
Nairobi	5,42	9,45	5,42	15,57	8,50	8,50	12,90	12,90	12,90	12,90	18,50	18,50	20,20	20,20	20,40	20,40
Mexico	13,49	13,42	13,49	14,17	12,00	12,00	12,00	12,00	12,00	12,00	16,30	16,30	16,30	16,30	16,40	16,40
La Haye	10,00	17,30	10,07	32,70	23,70	28,40	28,60	28,60	36,00	39,30	35,60	35,30	29,50	35,60	35,60	35,60
Bangkok	3,28	8,35	3,28	13,42	7,40	7,40	11,70	11,70	11,70	11,70	15,40	15,40	15,40	15,40	18,90	18,90
Port of Spain	12,75	18,98	12,75	22,28	17,50	17,50	21,10	21,10	21,10	21,10	23,70	23,70	23,70	23,70	26,60	26,60
New York	42,78	46,72	42,78	48,83	46,30	46,30	46,30	46,30	46,30	46,30	46,30	46,30	53,90	53,90	53,90	53,90
Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les questions de sécurité	14,03	13,70	13,70	14,02	14,02	14,02	14,02	14,02	14,02	14,02	14,02	14,02	14,02	14,02	14,02	14,02
Genève	30,35	35,80	30,35	48,27	44,60	47,50	48,50	46,50	52,60	53,70	48,50	47,80	43,10	48,80	48,80	48,80
Centres d'information	13,70	14,00	13,70	14,03	14,03	14,03	14,03	14,03	14,03	14,03	14,03	14,03	14,03	14,03	14,03	14,03

^a Moyenne des coefficients d'ajustement effectifs jusqu'à novembre 2002 et, pour décembre, projections.

^b Projections calculées sur la base des taux pour novembre 2002.

^c Moyenne des coefficients d'ajustement effectifs pour 2002.

^d Moyenne des coefficients d'ajustement effectifs jusqu'à octobre 2003, et projections jusqu'à fin décembre.

^e Y compris l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve et l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient.

État 7
Évolution des traitements des agents des services généraux en monnaie locale
 (En pourcentage)

<i>Lieu d'affectation</i>	<i>Année</i>	<i>Taux d'augmentation</i>			<i>Montant de l'augmentation et mois d'entrée en vigueur^b</i>
		<i>Taux retenus pour l'établissement du montant révisé des crédits ouverts pour 2002-2003^a</i>	<i>Présent rapport</i>		
Vienne	2002	2,91	2,91	Avril	2,98
	2003	1,60	2,08	Avril	1,78
Santiago	2002	2,40	3,46	Septembre	3,10
	2003	2,90	2,04		
Addis-Abeba	2002	4,75	6,99	Mars	3,30
				Septembre	6,40
	2003	0,00	4,72		
Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan	2002	7,77	11,05	Août	7,30
	2003	5,90	4,13		
CESAO	2002	4,25	4,25	Août	10,20
	2003	1,50	5,71		
Gaza ^c	2002	0,00	0,00		
	2003	2,70	0,00		
Nairobi	2002	4,30	4,30		
	2003	2,00	0,00		
Mexico	2002	2,96	2,96	Juillet	4,60
	2003	4,00	3,60	Juillet	2,64
La Haye	2002	4,51	4,51	Mai	4,33
	2003	2,30	4,00	Mai	3,85
Bangkok	2002	4,90	4,90	Octobre	19,60
	2003	1,90	14,01		
Port of Spain	2002	5,32	5,32	Avril	5,90
	2003	3,10	7,28	Août	13,90
New York	2002	2,53	2,53	Mai	2,50
	2003	2,20	2,37	Mai	2,30
Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les questions de sécurité	2002	2,53	2,53	Mai	2,50
	2003	2,20	2,37	Mai	2,30
Genève (Office des Nations Unies)	2002	2,48	2,48	Janvier	1,93
	2003	0,80	1,16	Janvier	1,16
Centres d'information	2002	2,53	2,53	Mai	2,50
	2003	2,20	2,37	Mai	2,30

^a Année précédente = 100.

^b Barème précédent = 100.

^c Y compris Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve et Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient.

État 8
Taux moyen de vacance de postes, par chapitre budgétaire

(En pourcentage)

Chapitre	1er janvier au 31 décembre 2002		1er janvier au 30 septembre 2003	
	Administrateurs	Services généraux	Administrateurs	Services généraux
1. Politique, direction et coordination d'ensemble	8,3	2,5	6,5	0,4
2. Affaires de l'Assemblée générale et services de conférence	3,2	0,8	3,4	2,1
3. Affaires politiques	9,0	3,2	6,3	4,6
4. Désarmement	6,6	1,3	1,3	0,6
5. Opérations de maintien de la paix	9,3	5,3	9,8	7,1
6. Utilisations pacifiques de l'espace	28,3	0,0	28,1	0,0
7. Cour internationale de Justice	12,7	6,7	4,7	0,4
8. Affaires juridiques	2,8	1,1	4,2	0,5
9. Affaires économiques et sociales	6,0	0,5	6,5	1,0
9A. Pays les moins avancés, pays en développement sans littoral et petits États insulaires en développement	64,8	45,8	38,2	22,2
10. Afrique : Nouvel Ordre du jour pour le développement	13,1	1,9	15,8	6,2
11A. Commerce et développement	6,1	2,8	4,6	2,3
12. Environnement	0,3	4,9	0,4	2,0
13. Établissements humains	6,7	0,0	4,3	0,0
14. Prévention du crime et justice pénale	0,0	0,0	0,4	1,2
15. Contrôle international des drogues	3,2	0,0	0,9	0,0
16. Développement économique et social en Afrique	24,4	8,5	21,6	7,9
17. Développement économique et social en Asie et dans le Pacifique	6,9	4,7	6,6	7,9
18. Développement économique en Europe	5,2	1,3	4,1	0,4
19. Développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes	7,8	5,6	8,5	5,9
20. Développement économique et social en Asie occidentale	11,8	2,0	7,6	1,3
22. Droits de l'homme	12,4	1,2	10,4	0,6
23. Opérations de protection et d'assistance en faveur des réfugiés	0,0	0,0	0,0	0,0
24. Réfugiés de Palestine	17,0	0,0	4,0	5,1
25. Aide humanitaire	3,2	0,5	1,3	8,5
26. Information	3,1	1,3	3,6	1,7
27. Gestion et services centraux d'appui	8,2	2,1	6,8	3,0
28. Contrôle interne	6,4	2,2	3,3	0,4
Total	7,4	2,8	6,2	3,4